



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Assurer l'éducation à domicile dans les États membres africains dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : rapport sur la situation dans les pays



Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 1. Introduction | 3 |
| 2. Initiative de l’ADEA | 4 |
| 3. Constatations tirées des rétroactions des pays | 4 |
| a) <i>Mise en place de stratégies nationales pour assurer la continuité de l’apprentissage à partir de chez soi</i> | 5 |
| b) <i>Plateformes et outils/applications d’enseignement et d’apprentissage</i> | 6 |
| c) <i>Collaboration avec les parties prenantes</i> | 8 |
| d) <i>S’attaquer à la question de l’inclusion</i> | 8 |
| e) <i>Faiblesses et défis dans la mise en œuvre</i> | 9 |
| f) <i>Bonnes pratiques</i> | 10 |
| g) <i>Enseignements tirés</i> | 12 |
| 4. Réflexions sur les constatations – adopter la nouvelle normalité | 12 |
| a) <i>Accroissement de la population d’enfants et de jeunes non scolarisés, notamment les filles</i> | 13 |
| b) <i>Accroissement des investissements dans la STIM et la recherche</i> | 14 |
| c) <i>Préparation des éducateurs</i> | 15 |
| d) <i>Augmentation potentielle de la maltraitance des enfants du fait de l’augmentation de la violence domestique</i> | 15 |
| e) <i>Inclusion – atteindre les personnes vulnérables et difficiles à atteindre</i> | 16 |
| f) <i>Une nouvelle façon d’administrer les examens et les évaluations ?</i> | 17 |
| g) <i>Comment mener l’orientation et le conseil à distance</i> | 18 |
| h) <i>Valeur ajoutée des MOOC et des REO</i> | 19 |
| i) <i>Financement</i> | 19 |
| j) <i>Gestion et utilisation des données</i> | 19 |
| 5. Conclusion et recommandations | 20 |
| 6. Annexe 1 – Rétroaction fournie par les pays pris individuellement | 22 |
| 7. Annexe 2 - Solutions EdTech d’enseignement à distance | 56 |

1. Introduction

Depuis son apparition vers la fin de l'année 2019, la crise du coronavirus, ou dénommée techniquement la « maladie à coronavirus 2019 » (en abrégé COVID-19), a évolué en une pandémie, affectant fortement la vie de milliards de personnes à travers le monde, avec un énorme impact prévisionnel sur l'économie mondiale, en général, et sur l'Afrique, en particulier. L'éducation est l'un des secteurs hautement touchés, avec la fermeture des établissements d'enseignement dans de nombreux pays africains. Selon les toutes dernières données, 1,57 milliard d'apprenants dans le monde (soit 91,4 % de la population étudiante mondiale) ne peuvent pas aller à l'école ou à l'université, en raison des mesures prises pour endiguer la propagation du COVID-19.¹

En Afrique, cette situation freinera davantage l'éducation sur un continent où déjà plus de 200 millions d'enfants et d'adolescents n'étaient pas en situation d'apprentissage et ces fermetures nationales touchent 140 millions d'enfants dans la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale. Les gouvernements et les principaux acteurs du secteur de l'éducation ont à ce jour, instauré des mesures urgentes pour garantir une perturbation minimale de l'apprentissage du fait de la fermeture des écoles. Ces mesures ont, dans une certaine mesure, permis de favoriser la continuité de l'éducation à partir de chez soi. Toutefois, ces efforts présentent des limites lorsqu'il s'agit de prendre pleinement en compte des questions telles que l'inclusivité et l'équité, du fait de la rareté des ressources, de la situation géographique, des infrastructures limitées et de la disponibilité insuffisante des contenus d'apprentissage en ligne. Et ce, en dépit d'initiatives de partenaires telles que « l'éducation ne peut attendre – *Education Cannot Wait* », qui a alloué 15 millions de dollars EU à l'appui à la riposte humanitaire mondiale au COVID-19. Cet appui se traduit notamment par l'octroi de 1,5 million de dollars EU à chacun des pays que sont le Burkina Faso et la République démocratique du Congo² et l'octroi par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) d'un fonds de soutien d'un montant de 250 millions de dollars EU à 67 pays en développement, dont 35 en Afrique, pour atténuer l'impact de la pandémie sur l'éducation, en particulier pour les apprenants les plus pauvres et les plus vulnérables.³

La fermeture des établissements d'enseignement risque de porter atteinte à la qualité de l'éducation du fait de plusieurs facteurs. Il s'agit notamment des perturbations dans l'apprentissage, des difficultés à procéder à des évaluations et à des examens, de l'utilisation inefficace des programmes dans la mesure où les contenus n'auraient pas été couverts de manière exhaustive dans les délais prévus, et de la réduction de la durée de l'année scolaire dans de nombreux pays.

De façon générale, les familles sont placées au cœur de l'éducation et de la formation et apportent normalement de précieuses contributions en termes de motivation de l'enfant, de son intégration sociale, de sa culture et de son apprentissage formel. Anticiper que l'enseignement à domicile produira des moments d'inspiration, de plaisir et de frustration, savoir s'il remplacera complètement l'interaction et l'apprentissage en face-à-face entre l'apprenant et l'enseignant est une question à laquelle il revient à la science et au temps de répondre. En outre, il y aura probablement des

¹ UNESCO – Coalition mondiale pour l'éducation : <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse/globalcoalition>

² <https://www.educationcannotwait.org/covid-fer/>

³ <https://www.globalpartnership.org/news/global-partnership-education-announces-us250-million-developing-countries-battling-Covid-19>

disparités importantes entre les familles quant à la mesure dans la quelle elles peuvent aider leurs enfants à apprendre et la possibilité réelle que certains apprenants soient exclus du processus d'enseignement et d'apprentissage virtuel, en raison de l'accès limité aux ressources mises en place et de leurs fonctionnalités. Cette situation ne fera qu'exacerber les inégalités déjà existantes.

2. Initiative de l'ADEA

L'ADEA soutient pleinement toutes les mesures, qui sont continuellement examinées par les gouvernements et les partenaires pour réduire au minimum le risque que pose la pandémie de COVID-19. Elle continuera à travailler en étroite collaboration avec ses pays membres et ses partenaires pour identifier ou diffuser les meilleures pratiques et partager les leçons apprises dans les domaines de l'éducation et de la formation pendant que les enfants sont à la maison, lesquelles pratiques et leçons pourraient également aider les pays qui ne sont pas encore touchés à se préparer.

Afin de se faire une idée plus précise de la situation de l'apprentissage pendant cette période et de mieux soutenir les pays dans l'immédiat, à court et à long terme, l'ADEA a élaboré un questionnaire. Elle l'a envoyé aux 16 pays africains les plus touchés⁴ pendant le mois de mars 2020, à titre de projet pilote, pour faciliter une cartographie de la situation nationale dans le secteur de l'éducation.

Le questionnaire couvre, entre autres, les stratégies nationales mises en place pour garantir la poursuite de l'apprentissage à domicile, les plateformes ainsi que les outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles, l'efficacité des stratégies dans la prise en compte de l'inclusivité et de l'équité, le niveau d'engagement des acteurs financiers, techniques et sociaux, ainsi que des unités décentralisées et déconcentrées, certains des défis rencontrés et des pratiques adoptées dans les toutes premières phases et les enseignements tirés.

La rétroaction de 12 des pays (taux de réponse de 75 %)⁵ permettra à l'ADEA, conjointement avec d'autres partenaires, de formuler une stratégie de soutien à la réponse éclairée et de partager certaines des meilleures pratiques de travail des pays avec d'autres pays africains en vue de l'apprentissage parmi les pairs et du partage d'expériences.

3. Constatations tirées des rétroactions des pays

Dans le cadre de la riposte mondiale à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont pris des décrets et des décisions dans l'urgence à l'échelle nationale, au niveau de la présidence des pays, touchant tous les secteurs de l'économie. Au nombre de ces secteurs figurait, notamment, le secteur de l'éducation où les ministères de l'Éducation ont fermé tous les établissements d'enseignement publics et privés pour une période limitée allant de trois à quatre semaines, avec la possibilité de prolonger cette durée (la plupart des pays l'ont déjà prolongée d'un ou de deux mois supplémentaires).

⁴ Afrique du Sud, Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Kenya, Maroc, Maurice, Nigeria, République démocratique du Congo (RDC), Rwanda, Sénégal, Tunisie, Zambie.

⁵ Afrique du Sud, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Kenya, Maroc, Maurice, Rwanda, Sénégal, Tunisie et Zambie.

En ce qui concerne les pays africains, la fermeture des établissements d'enseignement est intervenue entre la deuxième et la troisième semaine du mois de mars 2020. Cette mesure a touché tous les niveaux et toutes les formes d'éducation (c-a-d crèches, jardins d'enfants, écoles, centres de formation et universités). Dans un rare cas au Maroc, la fermeture des campus universitaires n'a pas touché les étudiants étrangers et le gouvernement a pris des mesures préventives pour protéger et aider ces étudiants. Ces mesures comprennent le traitement et la désinfection de tous les campus universitaires, l'hébergement d'un étudiant par chambre, l'interdiction des rassemblements et des activités collectives, ainsi que la fourniture régulière et suffisante de produits alimentaires non périssables nécessaires.

À la suite de ces fermetures, les ministères de l'Éducation ont mis en place des stratégies nationales visant à assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage à domicile. Ces stratégies comprennent la création de comités stratégiques et techniques ainsi que de groupes de travail pertinents aux niveaux national et infranational, la collaboration avec d'autres branches du gouvernement et les principaux acteurs de l'éducation tels que le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement, ainsi que la mise à disposition de plateformes, d'outils et d'applications de communication/virtuels en ligne⁶. Vous trouverez ci-dessous un résumé des rétroactions reçues des 12 pays africains sur la manière dont ils assurent la continuité de l'éducation dans les circonstances actuelles.

a) Mise en place de stratégies nationales pour assurer la continuité de l'apprentissage à partir de chez soi

Ces stratégies sont basées sur le mandat général des gouvernements qui consiste à fournir une éducation continue de qualité à tous les apprenants. Elles visent à « déplacer l'école à domicile » avec un minimum de perturbation. Premièrement, les stratégies transversales comprennent la création de comités présidentiels multisectoriels de lutte contre le COVID-19 qui incluent le ministère de l'Éducation ; la tenue de réunions virtuelles/à distance sur la gouvernance et la coordination de l'éducation via des espaces numériques et des vidéoconférences ; la diversification des canaux de communication et d'éducation à distance, notamment en utilisant la radio, la télévision et les médias sociaux ; l'utilisation des portails électroniques officiels des ministères de l'Éducation, des universités et des établissements d'enseignement publics et privés ; et la communication électronique. Deuxièmement, le développement de ressources numériques et audiovisuelles et de kits didactiques pour les besoins de l'enseignement et de la formation à distance des apprenants.

Les stratégies mises en évidence dans les groupes de pays sont notamment les suivantes :

- la création de comités nationaux pour la continuité pédagogique au niveau national et la constitution de groupes de travail au niveau infranational regroupant tous les sous-secteurs de l'éducation et de la formation (par exemple, en Côte d'Ivoire, au Maroc et au Sénégal) ;
- des briefings et une communication médiatiques solides par le biais de diverses plateformes (par exemple, en Afrique du Sud et au Sénégal) ;
- la négociation avec les fournisseurs de services de télécommunication mobile pour permettre aux apprenants d'accéder aux plateformes et ressources d'apprentissage à distance/en ligne

⁶ Télévision, radio, internet, téléphone et même des copies papier.

gratuitement ou à des tarifs réduits, en utilisant les réseaux de téléphonie mobile (par exemple, en Côte d'Ivoire, au Maroc et en Tunisie) ;

- la priorisation de la fourniture de solutions aux apprenants des classes d'examen/de certification aux différents niveaux et dans les classes ayant les plus grands effectifs (par exemple, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Maroc) ; la garantie de la sécurité des apprenants des classes d'examen/de certification (ceux qui sont touchés par des conflits et qui ne peuvent pas apprendre à partir de leur domicile) en les regroupant et en les déplaçant vers des localités plus sûres et en organisant des cours préparatoires de rattrapage à leur intention (par exemple, au Burkina Faso) ;
- la mise en place d'un système qui examine et valide le contenu des programmes éducatifs des chaînes de télévision privées et publiques proposées aux apprenants, dans le cadre de la normalisation et de l'assurance-qualité (par exemple, au Kenya, au Maroc, au Rwanda et en Zambie) ;
- le report des vacances scolaires pour assurer la continuité pédagogique et réduire au minimum l'effet des impacts négatifs que l'interruption des cours pourrait avoir sur les résultats scolaires ; la planification de l'organisation de séances intensives de tutorat et de rattrapage dès la reprise des cours normaux, afin de combler les lacunes et de réduire la différence en matière d'assimilation et d'acquisition entre les apprenants (par exemple, au Maroc) ;
- la mise à disposition d'un « service d'assistance en ligne » via un numéro vert et une adresse électronique pour soutenir les apprenants, les enseignants et les parents qui peuvent transmettre des questions et des suggestions pour faire avancer le processus d'apprentissage à distance (par exemple, au Maroc).

b) Plateformes et outils/applications d'enseignement et d'apprentissage

La plupart des pays consultés disposent de plateformes et d'outils/applications d'enseignement et d'apprentissage en place et opérationnels. Au nombre de ces instruments, l'on peut citer les suivants :

- Chaînes de radio et de télévision publiques, privées et communautaires ; avec des horaires de cours clairement définis (en particulier pour les apprenants qui ne disposent pas d'ordinateur ou qui n'ont pas accès à Internet, afin de maintenir une certaine forme d'équité). Par exemple, en Côte d'Ivoire, le ministère de l'Éducation et de la Formation technique et professionnelle diffuse des cours sur son propre site web et sur les médias sociaux, ainsi qu'à la télévision et à la radio nationales, du lundi au vendredi, selon des plages horaires définies : à la télévision, sur RTI 1 de 15h00 à 15h30 et sur RTI 2 de 9h00 à 11h00 ; à la radio, sur « Radio Côte d'Ivoire » de 8h00 à 8h30 et sur « Fréquence 2 » de 15h00 à 16h00. Enfin, le ministère, en partenariat avec Eneza Education, permet aux apprenants de réviser gratuitement et par téléphone portable tous les cours de l'enseignement élémentaire. Au Kenya, le ministère de l'Éducation a mis en place un programme de diffusion à la radio et à la télévision pour les écoles secondaires et primaires, y compris les premières années d'enseignement. L'apprentissage se fait entre 7h30 et 20h30 tous les jours, sauf le dimanche. Il sera toutefois intéressant d'étudier plus en profondeur le volume de contenu pouvant être couvert en une heure. L'expérience en cours des apprenants de Bouaké en Côte d'Ivoire, qui suivent les programmes d'éducation nationale programmés et diffusés sur de petits écrans de télévision, met en évidence ce défi. Bien que salués par les apprenants et leurs parents respectifs, ces cours à la télévision sont

considérés comme trop rapides pour être assimilés. Pour surmonter cette difficulté, les élèves sont parfois obligés d'enregistrer une partie des émissions diffusées sur leur téléphone portable, afin de pouvoir les écouter ou les revoir plus tard pour mieux les comprendre. Les apprenants ont également du mal à poser des questions aux présentateurs de cours (éducateurs) et sont parfois obligés de demander des explications à leurs parents, certains aspects n'étant pas évidents même pour les parents instruits et étant complètement incompréhensibles pour ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans une salle de classe. Les apprenants ne disposant pas de poste téléviseur ou de téléphone portable avec accès à Internet sont encore plus désavantagés.

- Ministère de l'Éducation et sites et portails institutionnels connexes, dont voici quelques exemples :
 - Maroc : le portail TelmidTice (<http://telmidTICE.men.gov.ma>) – présente les cours d'éducation de base selon le cycle, le niveau d'enseignement et la discipline ;
 - Sénégal : la plateforme www.senressources.education.sn a collecté et classé des ressources numériques pour les enseignants, les apprenants et les parents ;
 - Maurice : une plateforme du Programme de soutien aux étudiants de la 7^e à la 9^e année, sur le site <https://ssp.moemu.org> ;
 - Rwanda : une plateforme de ressources ouverte sur le site <https://elearning.reb.rw/> avec des supports d'apprentissage autodidacte supplémentaires sur le site web du Conseil rwandais de l'éducation (REB), en accès libre pour les enseignants, les parents, les tuteurs et les apprenants ;
 - Afrique du Sud : le contenu du soutien aux programmes d'études élaboré est disponible sur la page d'accueil du site web du ministère de l'Éducation de base (DBE), <https://www.education.gov.za/> et le lien vers la page a également été mis à disposition sur la page d'accueil du site et sur d'autres pages à fort trafic ;
 - Kenya : le « Kenya Education Cloud » de l'Institut kenyan pour le développement des programmes scolaires (KICD), <https://kec.ac.ke/>, possède un contenu numérique diversifié basé sur une variété de domaines d'apprentissage présentés par le biais de documents PDF interactifs, d'epubs, de supports audio et visuels.
 - Côte d'Ivoire : diffusion en ligne sur des plateformes internet et sur le site propre au ministère, <http://www.education.gouv.ci/> de modules de cours filmés ; diffusion également sur les sites www.ecole-ci.online, www.maformationenligne.ntic, et www.eductv.ci, notamment pour les classes d'examen. On dénombre également des initiatives privées telles que www.prenezlesfeuilles.com ;
 - Tunisie : des ressources pédagogiques, des outils et des cadres d'enseignement de différents niveaux sont disponibles en ligne sur le portail de l'Université virtuelle de Tunisie (UVT) <https://www.uvt.rnu.tn/ead>.
 - Zambie : lancement du portail d'apprentissage en ligne, <https://www.exams-council.org.zm/ecz-partners-with-zamtel-to-bring-smart-revision-portal/> en partenariat avec Zamtel, qui permettra aux apprenants de bénéficier de forfaits gratuits pour l'accès au portail par téléphones portables les mardis, les jeudis et les dimanches, ainsi que d'appels gratuits de cinq minutes les mêmes jours.

- Plateformes et applications interactives d'audio et de vidéoconférence telles que Zoom, Microsoft Teams, Eneza, edX, Moodle, Google Classroom, WhatsApp et Skype.
- Diverses applications d'apprentissage, dont mDarasa, Classera, Google Classroom, Viusasa, GoToMeeting, etc. [une liste exhaustive des divers(es) plateformes, outils et initiatives figure en Annexe].

c) *Collaboration avec les parties prenantes*

Tous les pays ont déclaré travailler en collaboration avec une diversité de parties prenantes, y compris des partenaires techniques et financiers, à différents niveaux de l'administration publique.

Au sein des secteurs publics, la collaboration stratégique se fait avec d'autres ministères et institutions gouvernementales de soutien, tels que les finances, la sécurité intérieure, la santé, la planification et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Les différents ministères de l'Éducation collaborent également avec les stations de radio et de télévision nationales pour la diffusion en direct et la rediffusion des programmes de contenu éducatif.

Les ministères de l'Éducation collaborent également avec d'autres parties prenantes telles que le secteur privé, les syndicats d'enseignants, les comités de gestion des écoles, les associations de parents d'élèves, les partenaires de la coopération au développement, la société civile qui comprend les ONG et les organisations confessionnelles. En ce qui concerne le secteur privé, cette collaboration intègre les maisons de presse privées de radio et de télévision, les sociétés de télécommunication, ainsi que les sociétés de TIC et de technologies de l'éducation, entre autres.

Les partenaires de la coopération au développement impliqués sont notamment les partenaires traditionnels de l'éducation tels que l'Agence française de développement (AFD), le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BIsD), « L'éducation ne peut attendre – *Education Cannot Wait* », l'Agence des États-Unis pour le développement international/l'Alliance mondiale du livre (USAID/GBA), la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ), le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), la Fondation Mastercard, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), *Save the Children International* (SCI), *Dubai Cares*, le Groupe de la Banque mondiale et l'Union africaine, pour n'en citer que quelques-uns.

d) *S'attaquer à la question de l'inclusion*

Au-delà du recours à la radio et à la télévision pour la diffusion de cours à travers tous les pays, avec l'ajout de la langue des signes, il existe peu de preuves d'initiatives délibérées visant à traiter la question de l'inclusion. Au nombre des interventions spécifiques, on peut citer le Burkina Faso, où des ONG et des associations communautaires mènent différentes interventions dans le domaine de l'éducation non formelle, afin d'atteindre tous les groupes ; le Maroc, où les cours sont rediffusés en fin de semaine (samedi et dimanche) et où un soutien financier est apporté aux ménages en difficulté ; et l'Afrique du Sud, qui a mis en place un système de contenu éducatif non facturé, afin de garantir que les communautés pauvres bénéficient également des solutions sans avoir à supporter les coûts de données pour accéder au contenu éducatif, en plus d'avoir conclu des accords avec des

fournisseurs de réseaux pour fournir des solutions éducatives, notamment des appareils d'assistance, aux apprenants ayant des besoins éducatifs particuliers.

- La Côte d'Ivoire en est encore à la phase de planification du déploiement d'interprètes en langue des signes aux côtés des enseignants dont les leçons sont enregistrées et de production de modules audio pour les parents et les groupes vulnérables qui pourraient être diffusés par les radios nationales et/ou locales.
- Des pays tels que le Ghana et l'Égypte ont indiqué que leurs gouvernements veillent à ce que les apprenants et les groupes vulnérables soient inclus dans les efforts visant à apporter un contenu éducatif aux apprenants, sans donner de détails spécifiques.
- À Maurice, le gouvernement travaille sur un plan visant à fournir un ensemble de services Internet gratuits aux ménages vulnérables inscrits au registre social, ce qui, espère le ministère, permettra aux enfants des ménages les plus pauvres de continuer à apprendre.

Ainsi, la question de l'inclusion semble encore difficile, y compris pour les ménages ne disposant pas de poste téléviseur ou de radio et dans lesquels les parents ou tuteurs ne savent ni lire ni écrire. L'on dénombre également des cas d'apprenants ayant une charge de travail accrue dans le ménage et d'apprenants souffrant de déficience visuelle. Il est bon, cependant, de constater que certains pays utilisent les langues locales pour l'enseignement à distance.

e) Faiblesses et défis dans la mise en œuvre

Malgré les efforts louables des pays pour assurer la continuité de l'éducation, les faiblesses et les défis sont inévitables, du fait du besoin soudain et nécessairement urgent de mettre en place une stratégie et un plan. L'inclusion est un domaine où il existe des faiblesses importantes, non seulement en termes de couverture et d'engagement sectoriel « à tous les niveaux », mais également en ce qui concerne l'adoption des TIC et la couverture radiophonique et télévisuelle. Mais, même dans ce domaine, les possibilités d'apprendre de nouvelles choses sont limitées. En effet, dans certains cas, les enseignements télévisés consistent davantage à réviser des sujets déjà couverts, sans en introduire de nouveaux. Cela pourrait être dû à la prise de conscience du fait que tout le monde ne peut pas accéder à ces plateformes et cette situation peut avoir un impact sur l'achèvement ou la couverture complète du programme.

Au nombre des autres défis majeurs à relever, nous pouvons citer le manque de temps pour une préparation suffisante des éducateurs pour dispenser des cours en ligne, le financement insuffisant, la faible supervision parentale dans certains ménages, la faiblesse de l'assurance-qualité des évaluations et la faiblesse du suivi et évaluation (S&E) ou son inefficacité.

- Le défi de l'accès aux outils de TIC est récurrent en termes d'outils adéquats et de faible couverture de l'internet, seuls quelques pays mentionnant le soutien du gouvernement à un plan visant à fournir un ensemble de services internet gratuits aux ménages vulnérables.
- Sur le plan financier, la Côte d'Ivoire, par exemple, a indiqué le montant général que le gouvernement fournira pour faire face à la crise, sans préciser le pourcentage ou le montant consacré au secteur de l'éducation.
- Par ailleurs, très peu de pays font référence au recours aux applications mobiles pour les contenus éducatifs.

- Si la riposte consiste à garantir la poursuite de l'apprentissage, les conditions ne sont peut-être pas idéales, car les enseignants n'ont pas été formés pour travailler à partir de leur domicile, ce qui nécessite une approche pédagogique différente.
- L'on ne sait pas clairement comment les pays outilleront les enseignants pour adopter et utiliser les solutions de TIC et il n'existe pas non plus de directives adéquates pour évaluer les apprenants, au-delà des devoirs/exercices. À Maurice, le ministère utilise sa base de données sur les éducateurs et travaille en liaison avec les syndicats d'enseignants pour identifier le personnel chargé de préparer des ressources pédagogiques pour les programmes télévisés éducatifs. Toutefois, cette initiative est muette sur la préparation réelle des enseignants.
- En ce qui concerne le suivi et évaluation (S&E), le Kenya souligne que les chefs d'établissement ont certes reçu les informations concernant la fermeture des établissements d'enseignement, mais qu'aucun format ne leur a été fourni pour le suivi des apprenants, de sorte qu'il n'y a aucun moyen de savoir si les devoirs sont faits ou non. Pour les élèves des écoles privées, cependant, les choses sont différentes, et les enseignants peuvent obtenir un retour d'information en ligne.
- Le monopole de la radio et/ou de la télévision dans certains ménages constitue un véritable défi : il n'y a qu'un seul poste téléviseur dans la plupart des ménages. Ainsi, si le chef de famille ne s'intéresse pas véritablement à l'éducation, il privera les apprenants de la possibilité d'apprendre, car les membres du ménage se bousculeront quand viendra le moment de regarder la télévision. Dans certains ménages, l'utilisation de la radio est l'apanage des parents, surtout pour écouter les informations ; ainsi, à moins que les gouvernements ne fassent un plaidoyer résolu et n'établissent une communication claire pour que les parents permettent à leurs enfants d'utiliser la radio, l'apprentissage ne sera pas possible.

L'ADEA a également reçu des réponses variées aux questionnaires, certains pays donnant un aperçu général de la situation de l'éducation tandis que d'autres donnaient de plus amples détails sur certains aspects spécifiques. Par exemple, certains pays ne mentionnent pas spécifiquement les chaînes de radio et/ou de télévision, ni les outils spécifiques qu'ils utilisent. D'autres pays n'ont pas fourni une liste exhaustive des outils et des plateformes. Une situation similaire a été observée en ce qui concerne la collaboration au niveau national avec les partenaires de la coopération au développement, pour laquelle certains pays ont mentionné les noms des partenaires, tandis que d'autres ne l'ont pas fait mais ont indiqué un niveau élevé de collaboration avec les partenaires.

Enfin, ce type d'éducation profite largement à ceux qui ont accès aux TIC et aux téléphones intelligents. Il ne répond guère aux besoins des personnes vivant dans des quartiers informels et des ménages à faibles revenus où l'électricité n'est pas disponible. En outre, les apprenants ne seront pas au même diapason en termes de couverture des programmes, car certains ne feront pas leur travail faute de supervision et d'autres ne pourront pas accéder aux leçons et aux notes en ligne.

f) Bonnes pratiques

Il est encore bien trop tôt pour avoir une idée de l'impact total des mesures que les pays ont instaurées pour assurer la continuité de l'éducation pendant la période de lutte contre le COVID-19. Une approche politique stratégique clé qui garantit l'appropriation du processus par les pays tient à

la création de comités éducatifs multipartites dirigés par l'État aux niveaux national et infranational. Vous trouverez ci-après d'autres pratiques qui ont émergé et qui méritent d'être relevées.

Premièrement, l'utilisation des divers médias et outils pour assurer un enseignement à distance et en ligne par le biais d'une communication interactive entre les enseignants, les apprenants et la communauté.

- L'optimisation de l'utilisation des chaînes de radio et de télévision nationales spécialisées avec des programmes de cours clairs, le travail en collaboration avec les entreprises privées et les médias pour fournir des chaînes spécialisées, et la mise en œuvre d'actions telles que la rediffusion contribuent à réduire les inégalités dans l'offre d'enseignements à distance.
- La fourniture de contenus en ligne sur des portails et sites web publics et privés pour l'enseignement ainsi que pour l'apprentissage autonome et la consultation par d'autres acteurs de l'éducation.
- La saisie de l'opportunité des plateformes et outils/applications de communication interactive virtuelle disponibles, avec une certaine personnalisation dans le cas des niveaux d'enseignement supérieurs et des prestataires d'enseignement privé, pour offrir un contenu numérique certifié pour l'enseignement, l'apprentissage et les évaluations/examens.
- Certains pays ont développé leur propre plateforme pour fournir des contenus éducatifs. Le Kenya, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie en sont quelques exemples.

Deuxièmement, en raison du changement soudain et imprévu du mode de prestation de services d'éducation, bon nombre de pays ont accordé leur toute première priorité aux apprenants en classes d'examen.

Une troisième bonne pratique a trait au partenariat. Tous les pays ont indiqué qu'ils collaboraient officiellement avec de nombreuses parties prenantes, tant au sein du gouvernement qu'à l'extérieur, pour assurer l'enseignement à domicile. Il s'agit notamment de partenaires techniques et financiers au développement, du secteur privé (par exemple, les établissements de radio et de télévision privés, les sociétés de télécommunications, les sociétés de TIC et de technologies de l'éducation), de la société civile (par exemple, les ONG et les organisations confessionnelles).

La mise en place d'un système de validation des contenus éducatifs proposés par les parties prenantes et par les institutions gouvernementales compétentes et la conclusion d'accords avec les fournisseurs de télécommunications pour l'accès aux ressources en ligne gratuitement ou à des tarifs réduits en ayant recours aux réseaux de téléphonie mobile constituent également une bonne pratique.

L'exemple du Maroc, où les apprenants, les enseignants et les parents ont accès à un forum central où ils peuvent dialoguer avec les enseignants et les experts du domaine de l'éducation en appelant ou en envoyant des questions et des suggestions via un numéro vert et une adresse électronique, mérite d'être partagé.

Enfin, quelques pays sont en train de revoir le calendrier des vacances scolaires et prévoient un tutorat compact ainsi que des cours de rattrapage lorsque l'apprentissage normal reprendra.

g) Enseignements tirés

Vous trouverez ci-dessous certaines des bonnes pratiques et certains des enseignements que l'on peut partager pour éclairer les préparations anticipées à des événements éventuels tels que la pandémie de COVID-19.

1. De manière générale, la crise sanitaire actuelle a mis en évidence la capacité à mutualiser les compétences et les ressources des différents acteurs des secteurs public et privé, tant nationaux qu'internationaux. Plus précisément, elle a permis d'expérimenter de nouvelles approches d'apprentissage et de nouvelles voies de diffusion des connaissances (par exemple, la diffusion en ligne de modules de cours filmés, l'utilisation de téléphones mobiles et intelligents, de postes téléviseurs et de radio).
2. L'optimisation de l'utilisation des chaînes de radio et de télévision nationales spécialisées contribue à réduire les inégalités et à renforcer l'inclusion dans l'offre d'apprentissage numérique. On attend des stations de ces deux médias qu'elles reconnaissent leur rôle clé dans le soutien des objectifs nationaux en matière d'éducation et qu'elles s'efforcent d'améliorer la qualité de leur programmation, dans le cadre de leur responsabilité sociale.
3. L'engagement, la mobilisation générale et la participation civique responsable de tous les acteurs du secteur de l'éducation et de la formation ainsi qued'autres secteurs du développement socioéconomique sont des ingrédients nécessaires à la réussite de tout projet national d'enseignement à distance.
4. Le développement préalable d'une grande expertise dans le domaine de l'enseignement à distance est nécessaire. Au Maroc et dans d'autres pays africains, par exemple, l'enseignement à distance ne date pas du début de la pandémie de COVID-19 ; plusieurs portails fonctionnels existent depuis longtemps et couvrent tous les niveaux d'enseignement.
5. L'utilisation intensive des outils de la Quatrième révolution industrielle (4IR) et le recours à des mécanismes à distance pour accéder aux contenus éducatifs sont essentiels en temps de crise ; ces outils et mécanismes nécessitent des investissements considérables.
6. La nécessité d'une collaboration étroite est également essentielle, car les gouvernements ne peuvent à eux seuls gérer l'extension de l'offre d'éducation par le biais de plateformes en ligne et d'autres outils.

D'autres pays et acteurs de l'éducation peuvent bénéficier de plus d'enseignements et de bonnes pratiques liées à l'utilisation des langues locales, à la lutte contre les inégalités (inclusivité) et aux pratiques d'évaluation de l'apprentissage.

4. Réflexions sur les constatations – adopter la nouvelle normalité

De nombreuses études récentes indiquent que le monde va perdre 25 millions d'emplois à cause du COVID-19. McKinsey (2020)⁷ souligne le défi de l'impact économique de la pandémie auquel les gouvernements africains devront faire face dans les mois à venir, en notant que les mesures actuelles ne limitent pas seulement la mobilité intra- et inter-pays, mais perturbent également les modes de travail des individus, des entreprises et des organismes gouvernementaux. Dans les quatre scénarios

⁷ McKinsey propose quatre scénarios de l'impact économique de la pandémie de la COVID-19 sur l'Afrique (03 avril 2020) : <https://www.howwemadeitinafrica.com/mckinsey-offers-four-scenarios-of-Covid-19s-economic-impact-on-africa/64426/>

analysés par McKinsey, l’Afrique est la plus susceptible de connaître une contraction économique, avec une croissance moyenne négative révisée du PIB comprise entre 0,4 % et -3,9 % en 2020. Ces projections concordent avec les prévisions pour l’économie et le commerce mondiaux en 2020 que des organisations telles que le FMI, la Banque mondiale et l’OCDE ont revues à la baisse. En ce qui concerne le secteur de l’éducation, la fermeture des établissements d’enseignement pourrait créer des problèmes de capital humain à plus long terme pour les économies africaines. La Banque mondiale estime qu’au 28 mars, la pandémie de COVID-19 a provoqué la déscolarisation de plus de 1,6 milliard d’enfants et de jeunes dans 161 pays. Cela représente près de 80 % des élèves et étudiants inscrits dans le monde.⁸Le Dr. Bandar Hajjar, président du Groupe de la Banque islamique de développement, note que l’impact de la pandémie sur l’économie excède celui des événements antérieurs considérés comme des tournants dans l’histoire de l’humanité. Selon lui, « Il faudra au monde plusieurs années pour se remettre ». ⁹Le Dr. Akinwumi A. Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement, a fait écho à des sentiments similaires en indiquant que :« Nous devons aller plus loin et fournir aux pays une aide financière urgente et indispensable, y compris aux pays en développement qui font actuellement l’objet de sanctions ». ¹⁰

Lors de sa récente réunion virtuelle, le Bureau du Comité technique spécialisé sur l’éducation, la science et la technologie de l’Union africaine (CTS-EST-UA) a fait observer l’importance de la fermeture des établissements d’enseignement (écoles, collèges et universités) pendant la période de lutte contre la pandémie de COVID-19. Il a toutefois exprimé son inquiétude quant à l’aggravation des faiblesses existantes des systèmes éducatifs africains, notamment les perturbations du calendrier scolaire et des filets de sécurité sociale. Le Bureau a reconnu que plus les apprenants restent longtemps en dehors des établissements d’enseignement, moins ils ont de chance d’y retourner, que la fermeture ne doit pas être une fin à l’apprentissage et que la pandémie exacerbera les inégalités existantes ainsi que les risques auxquels sont confrontées les jeunes femmes, les filles et autres populations vulnérables. Le Bureau a reconnu que l’action collective est une nécessité pour protéger les systèmes éducatifs en fournissant des plateformes d’apprentissage alternatives et des programmes complémentaires, sinon les sociétés et les économies en ressentiront le fardeau longtemps après la fin de pandémie de COVID-19.¹¹

a) Accroissement de la population d’enfants et de jeunes non scolarisés, notamment les filles

Les pays africains ont des systèmes éducatifs inégaux et les initiatives actuelles auront des effets différents à long terme, en particulier pour les apprenants en situation de vulnérabilité. Nous assisterons probablement à une augmentation du nombre d’enfants et de jeunes non scolarisés, du fait des pressions exercées par le COVID-19 sur l’ensemble des économies nationales, avec des pertes d’emplois dues à la fermeture d’entreprises et d’institutions. Cette situation accroîtra automatiquement le niveau de considérations de survie pour de nombreuses familles, et les filles

⁸ Saavedra, J. (30 mars 2020). Défis et opportunités de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) en matière d’éducation. <https://blogs.worldbank.org/education/educational-challenges-and-opportunities-Covid-19-pandemic>

⁹ Hajjar, B. (31 mars 2020). COVID-19 et Micro, Small and Medium Enterprises, Saving the Global Economy from the Pandemic. Groupe de la Banque islamique de développement.

¹⁰ Adesina, A. (3 avril 2020). Pandémie de COVID-19 : l’heure n’est pas à la distanciation budgétaire. Groupe de la Banque africaine de développement.

¹¹ Union africaine. (9 avril 2020). Communiqué du Bureau du Comité technique spécialisé sur l’éducation, la science et la technologie de l’Union africaine.

risquent d'être touchées de manière disproportionnée, car nombre d'entre elles peuvent ne pas retourner à l'école. Le cas du Kenya, qui compte plus de 1.932 écoles secondaires privées et plus de 8.000 écoles primaires privées dans tout le pays, en est un exemple. Les écoles privées sollicitent le gouvernement pour obtenir de l'aide dans le contexte de la crise financière provoquée par la pandémie de COVID-19.¹² Les écoles demandent un renflouement pour payer les enseignants et les autres membres du personnel d'ici à la fin du mois, faute de quoi elles risquent de fermer. Cette situation se répercutera sur l'ensemble du continent, ce qui nécessitera de repenser la réintégration de cette composante importante de la société par le biais, par exemple, de mesures de relance renforcées de la part du gouvernement pour les programmes de la deuxième chance.

b) Accroissement des investissements dans la STIM et la recherche

La crise provoquée par la pandémie de COVID-19 est également l'occasion d'envisager le développement sous un angle différent tout en tirant des enseignements d'événements antérieurs tels que la crise de la maladie à virus Ebola. L'Afrique a la possibilité de concentrer de manière proactive ses investissements sur la création de nouvelles institutions de prévention des crises, ou sur le renforcement des institutions existantes, afin de coordonner efficacement les interventions scientifiques et technologiques, ainsi que les activités de recherche et développement (R&D), dans le cadre de la Quatrième révolution industrielle (4IR). Le continent devrait considérer la R&D comme un bien public et accroître les investissements dans la recherche en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques (STIM), afin que le secteur de l'éducation se dote d'une capacité adéquate de compétences pour minimiser ou prévenir la rupture des chaînes de valeur dans des conditions difficiles telles que le COVID-19. Les responsables politiques et les décideurs comprennent qu'il s'agit là d'une tâche difficile, mais qui pourrait changer la donne. C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de la nouvelle normalité, ils doivent envisager le partenariat sous un angle nouveau, en adoptant le concept de partenariat public-privé-philanthropie-population, dans l'intérêt aussi bien des citoyens que de l'économie. La Banque islamique de développement (BIsD) fait partie des acteurs chefs de file dans ce domaine¹³, avec un programme de « riponse-restauration-redémarrage » d'un montant de deux milliards de dollars EU pour soutenir la science, la technologie et l'innovation.

Le Bureau du Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie de l'Union africaine (CTS-EST-UA) a reconnu ce fait lors de sa réunion virtuelle du 9 avril 2020 visant à discuter des ripostes en matière d'éducation, de science et de technologie dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Il a souligné que la pandémie met notre continent au défi de déployer des interventions rapides et fortes en matière de science, de technologie et d'innovation et de rallier la communauté mondiale pour créer conjointement de nouvelles connaissances, de nouveaux vaccins, de nouvelles thérapies, de nouveaux tests de diagnostic et de nouveaux systèmes de prévention médicale, entre autres. Le défi qui consiste à se concentrer sur la STIM est opportun, compte tenu de la nécessité de produire d'urgence des équipements et des outils de protection individuelle tels que des masques, des machines à laver les mains et des respirateurs au niveau local, car il y a une pénurie mondiale.

¹² Ileri N. (12 avril 2020). Les écoles privées demandent au gouvernement de les renflouer en cas de pandémie : <https://www.kenyans.co.ke/news/51954-private-schools-seek-govt-bail-out-pandemic-bites>.

¹³ Le Rapport sur l'Afrique (31 mars 2020). Le coronavirus en Afrique : l'occasion de remodeler le développement : <https://www.theafricareport.com/25339/coronavirus-in-africa-opportunity-to-reshape-development/>.

c) Préparation des éducateurs

L'introduction de l'enseignement à distance a posé de nouveaux défis aux éducateurs, nombre d'entre eux risquant d'être débordés et bénéficiant de peu de soutien. Pris de court par la fermeture soudaine des établissements d'enseignement, les enseignants n'ont pas eu le temps de se préparer à l'apprentissage en ligne. Il importe que de nombreux enseignants soient aussi des soutiens de famille sous une forme ou une autre et qu'ils essaient de gérer leur vie individuelle tout en garantissant la pérennité de l'apprentissage. Il importe donc d'améliorer les compétences numériques des enseignants. C'est également le moment de leur témoigner davantage de respect, d'appréciation et de soutien pour le rôle important qu'ils jouent dans la société – ils établissent un lien unique avec leurs apprenants. Bien qu'il soit difficile de reproduire ce lien avec les apprenants et de les soutenir dans leurs compétences uniques dans un environnement d'apprentissage à distance, le renforcement du niveau des compétences aidera quelque peu à relever ce défi.

Les gouvernements ont besoin d'un soutien plus important pour la conservation et l'amélioration de la qualité des supports d'accompagnement de l'enseignement et de l'apprentissage, afin de permettre aux enseignants de dispenser leurs cours en ligne. Dans ce contexte, le secteur de l'éducation aura besoin de plus de compétences techno-pédagogiques pour aider les éducateurs à comprendre les utilisations pratiques et appropriées des technologies dans l'enseignement et l'apprentissage. Cela aura une incidence sur les programmes de formation initiale et continue des éducateurs. Actuellement, les éducateurs comptent beaucoup sur leurs pairs et d'autres sources fiables pour les aider à concevoir des outils d'apprentissage en ligne de haute qualité. Il est donc nécessaire de développer et de rendre plus fonctionnels les réseaux d'éducateurs, afin de renforcer la collaboration, en s'inspirant de ce que font les autres membres de la communauté en ligne. L'Équipe spéciale internationale sur les enseignants (*International Task Force on Teachers*) pour l'Éducation 2030 a appelé tous les gouvernements, les prestataires de services d'éducation et les bailleurs de fonds du secteur de l'éducation – publics et privés – à reconnaître les rôles essentiels que jouent les enseignants dans la riposte à la pandémie de COVID-19 et la relance après cette pandémie. En particulier, l'Équipe spéciale sur les enseignants plaide pour la préservation des emplois et des salaires, la priorité accordée à la santé, à la sécurité et au bien-être des enseignants et des apprenants, l'inclusion des enseignants dans l'élaboration des ripostes en matière d'éducation dans le cadre de la pandémie et la fourniture d'un soutien et d'une formation professionnels adéquats, entre autres recommandations¹⁴. Un autre aspect à considérer tient au renforcement du rôle des parents dans la supervision par l'élaboration de manuels d'orientation appropriés.

d) Augmentation potentielle de la maltraitance des enfants du fait de l'augmentation de la violence domestique

Dans la situation actuelle où l'apprentissage se fait dans les limites du ménage, les garanties traditionnelles de protection de l'enfance basées sur les institutions, en particulier pour les niveaux d'éducation inférieurs, tels que la direction de l'école, les enseignants et les autres apprenants, sont inexistantes. Même dans le cadre familial, il n'y a pas de parents ou d'adultes en dehors de la maison pour surveiller l'enfant, en raison de la restriction des mouvements. En outre, on signale un

¹⁴ Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030. (27 mars 2020). Riposte à l'épidémie de la COVID-19 : Appel à l'action concernant les enseignants.

accroissement des taux de violence domestique fondée sur le genre chez les personnes impliquées dans des relations abusives. Tous ces facteurs représentent un grand danger pour les apprenants dans des environnements abusifs, avec une faible marge de manœuvre et très peu d'options d'espaces sûrs vers lesquels s'enfuir.

La situation est davantage exacerbée par le fait que de nombreuses familles sont confrontées à la peur et à la crainte d'être infectées et de perdre leur emploi du fait de la pandémie ou de licenciements imminents.¹⁵ Au Kenya, suite au couvre-feu nocturne imposé par le gouvernement, les infractions sexuelles se sont considérablement accrues, ces cas constituant 36 % des affaires pénales signalées dans les deux semaines suivant le début du couvre-feu, selon le Conseil national de l'administration de la justice (NCAJ). Les statistiques montrent que ce sont les femmes et les filles qui ont signalé le plus grand nombre de cas entre janvier et mars 2020 dans tout le pays. Rien qu'au mois de mars, 106 femmes et filles ont déclaré avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles quand neuf hommes et garçons faisaient des déclarations similaires. C'est à Nairobi que les cas les plus nombreux ont été signalés.¹⁶ L'on est susceptible de retrouver la situation kenyane dans de nombreux autres pays africains.

Il est nécessaire de repenser les stratégies de supervision et de retour d'information des apprenants. Lorsque les apprenants accèdent à des supports en ligne, nous devons être attentifs aux aspects de la conception et de la sécurité des supports, ainsi qu'aux plateformes qui les hébergent, afin de nous prémunir contre les personnes nourrissant des intentions malveillantes.

e) Inclusion – atteindre les personnes vulnérables et difficiles à atteindre

Il est clair que les fermetures d'écoles vont creuser les écarts en matière d'équité, situation dont les gouvernements sont conscients et qu'ils apprécient ; le seul défi tient à la limitation des ressources pour une solution globale. La radio et la télévision sont également des outils puissants pour une plus grande couverture des pays par les apprenants ; elles ont néanmoins des limites. De nombreux ministères de l'Éducation sont préoccupés par le fait qu'ils s'appuient exclusivement sur des stratégies en ligne qui peuvent ne toucher que les enfants de familles aisées. La stratégie appropriée consiste à utiliser tous les modes de diffusion possibles avec l'infrastructure qui existe aujourd'hui. Le recours à des outils en ligne devrait également tenir compte de la nécessité de ressources qui requièrent moins d'utilisation de données. Certains pays travaillent déjà en collaboration avec des sociétés de télécommunications sur des accords de tarification zéro pour faciliter le téléchargement de supports pédagogiques via les smartphones, dont un plus grand nombre d'élèves sont susceptibles de disposer, et encouragent également l'utilisation des réseaux sociaux, de WhatsApp ou des SMS pour communiquer.

D'un autre côté, lorsque nous examinons les différentes options, il est possible que l'apprentissage à distance renforçant les approches d'enseignement et d'apprentissage ne fonctionne pas nécessairement bien. La situation actuelle favorise, d'une certaine manière, un environnement

¹⁵ Stacey, M. (3 avril 2020). Les enfants vont-ils bien ? Le confinement du fait de la COVID-19 fait craindre des abus sur les enfants : Expert. <https://lfpres.com/news/local-news/isolation-during-pandemic-could-raise-dangers-of-child-abuse>.

¹⁶ Njung'e, C. (13 avril 2020). Alerte rouge en raison de l'accroissement des cas de violence sexuelle en dépit du couvre-feu imposé par le virus. <https://www.nation.co.ke/news/Sexual-violence-cases-rise-amid-virus-curfew/1056-5522346-vd87a4z/index.html>.

solitaire et didactique d'apprentissage passif qui affecte négativement les apprenants peu performants dans l'échelle des cours.

Beaucoup peut encore être fait pour réduire l'impact de l'apprentissage à distance, malgré les difficultés inhérentes, en particulier chez les enseignants, les formateurs et les parents. Le niveau de préparation à l'apprentissage en ligne variera d'un pays à un autre, avec une inégalité accrue pour les groupes vulnérables – de nombreux apprenants ont du mal à accéder à des ressources telles que les livres, la connectivité Internet, les ordinateurs portables à domicile, le soutien des parents, et même les radios et les télévisions. Il est donc important d'éviter d'exacerber cet effet négatif sur l'apprentissage des enfants démunis.

En ce qui concerne l'inclusion, les gouvernements peuvent envisager une approche mixte. Cela implique la classification des apprenants par catégories ainsi que l'utilisation des supports et un mode ciblant des catégories spécifiques. Par exemple, des supports papier peuvent être produits et fournis aux apprenants très pauvres et difficiles à atteindre, dans le cadre de services essentiels, afin de ne pas être limités par les couvre-feux et autres formes de restriction de déplacement. L'utilisation de radios, de télévisions, de téléphones mobiles et d'ordinateurs portables peut également être catégorisée de manière appropriée. Certains pays ont déjà lancé une forme de programme de distribution d'ordinateurs portables ou de tablettes pour les apprenants. Ces programmes devraient à présent être améliorés et mis à l'échelle. Enfin, les ressources d'apprentissage doivent être disponibles sur tous les types d'appareils et des solutions doivent être formulées pour ceux qui n'auront pas accès à ces appareils.

Un consortium de partenaires comprenant Save the Children International, l'UNICEF, le Réseau inter-agences pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE), PLAN International, Humanity & Inclusion et Finn Church Aid ont formulé une série de recommandations pour garantir la sécurité et l'apprentissage des enfants pendant et après la pandémie de COVID-19. Ces recommandations comprennent : 1) l'élaboration de supports et d'activités d'enseignement à distance en situation d'urgence accessibles à tous les enfants, en particulier les plus marginalisés ; 2) la protection du bien-être des apprenants en intégrant pleinement le soutien physique, mental et psychosocial dans les interventions en matière d'éducation ; 3) la prise en compte des besoins des enfants et des jeunes marginalisés ; le soutien des besoins spécifiques des enfants et des jeunes touchés par les conflits, les crises humanitaires et les déplacements forcés ; 4) la protection du bien-être et de la sécurité économique des enseignants et des parents ; 5) le renforcement des systèmes éducatifs en vue de la réouverture des écoles ; et le maintien et l'accroissement du financement pour soutenir la poursuite de l'apprentissage pour tous les enfants, y compris les groupes marginalisés.¹⁷

f) Une nouvelle façon d'administrer les examens et les évaluations ?

Avec les informations qui nous parviennent, indiquant que les pays se sont beaucoup concentrés sur les classes d'examen en cette période de pandémie de COVID-19 et connaissant les défis que représente l'évaluation à distance des progrès des apprenants, il est nécessaire de réfléchir de manière innovante à la manière d'administrer les examens et les évaluations. Au nombre des considérations à prendre en compte, on peut citer la manière d'examiner ou d'évaluer le

¹⁷ Save the Children International et al. (avril 2020). L'APPRENTISSAGE DOIT SE POURSUIVRE : Recommandations pour assurer la sécurité et l'apprentissage des enfants, pendant et après la crise de la pandémie de COVID-19.

comportement dans une situation à distance, le traitement de sujets pratiques, la manière de dissuader la tricherie aux examens en ligne, la manière dont les apprenants peuvent se comporter comme à leur habitude lorsqu'ils travaillent dans des conditions stressantes et moins qu'idéales, et la manière de traiter les cas de bande passante ou d'équipement inadéquats. Les pays africains pourraient emprunter et adapter certaines des évolutions mondiales en matière de gestion des examens et des évaluations, pour donner suite au passage abrupt à l'enseignement et à l'apprentissage à distance. L'un de ces changements consiste à assouplir la notation, par exemple en changeant les coefficients des notes des évaluations et des devoirs dans un cours donné.

Il est peut-être temps de considérer aussi délibérément les évaluations, et moins les examens, comme un moyen de déterminer les démonstrations authentiques de connaissances et de compétences. Les évaluations pourraient porter sur plusieurs méthodes, notamment des projets, des discussions, des simulations, des vidéos, des podcasts et des dissertations.

Les établissements peuvent envisager de déployer les formes de surveillance en ligne ou à distance les plus courantes pour gérer les examens pendant la pandémie. Il s'agit notamment de la surveillance passive et de la restriction active des logiciels sur les ordinateurs des apprenants, ainsi que de la vidéo surveillance active et passive. Mais, cette surveillance s'accompagne de défis tels que des problèmes d'accessibilité, l'inexpérience en matière de surveillance à distance, le manque d'adhésion du corps enseignant et la limitation des ressources. Une deuxième considération concerne la « surveillance à distance » qui va de pair avec l'évaluation traditionnelle. Les pratiques prometteuses comprennent des examens qui sont soit des « ressources ouvertes », soit basés sur des exercices/projets, l'intégration d'évaluations axées sur des problèmes et des projets même à des niveaux d'éducation inférieurs, la notation de la participation des apprenants aux discussions et la démonstration de leurs connaissances, ainsi que la prise en compte de l'évaluation en ligne basée sur la simulation.

g) Comment mener l'orientation et le conseil à distance

C'est l'un des domaines susceptibles de pâtir le plus pendant cette période. En l'absence d'espaces physiques et sûrs dans les établissements d'enseignement qui respectent également la confidentialité, en particulier lorsqu'ils s'entretiennent avec des conseillers, les apprenants concernés se trouvent dans un profond dilemme. Les ministères de l'Éducation doivent faire des efforts délibérés pour résoudre ce problème – d'une manière ou d'une autre, les enseignants désignés pour l'orientation et le conseil devraient trouver un moyen de communiquer avec ces apprenants. La Banque mondiale recommande également de maintenir la collaboration des apprenants entre eux¹⁸, en particulier pour les jeunes élèves du secondaire, et d'utiliser la radio, la télévision et les SMS pour fournir des astuces et des conseils.

¹⁸ Saavedra, J. (30 mars 2020). Défis et opportunités de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) en matière d'éducation. <https://blogs.worldbank.org/education/educational-challenges-and-opportunities-Covid-19-pandemic>.

h) Valeur ajoutée des MOOC et des REO

Dans la mesure du possible, les pays devraient tirer parti des formations en ligne ouvertes à tous (MOOC) et des ressources éducatives ouvertes (REL)¹⁹, car de plus en plus d'établissements et d'individus continuent à partager des ressources éducatives numériques sur l'internet, et ce, de manière ouverte et gratuite. Il existe cependant une mise en garde qui est que les contenus doivent faire l'objet de dispositions d'assurance-qualité appropriées.

i) Financement

L'établissement d'une nouvelle norme pour le secteur de l'éducation en Afrique nécessite un investissement massif de la part des gouvernements et des partenaires, si l'Afrique veut se préparer de manière adéquate à la continuité de l'éducation face à de futures crises telles que celle de la pandémie de COVID-19. Au niveau continental, le Bureau du CTS-EST-UA a réaffirmé sa résolution de rendre opérationnel le Fonds africain pour l'éducation, la science et la technologie et l'innovation et a demandé à la Commission de l'Union africaine, à la Banque africaine de développement et à l'ADEA de prendre les mesures appropriées à cet effet. Cette initiative a duré trop longtemps dans la phase de conception et de mise en place ; peut-être le moment est-il venu de la concrétiser, en phase avec la réalité actuelle de la pandémie.

Dans le cadre de son appel à l'action, l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030 recommande l'inclusion des enseignants dans les réponses à l'aide et exhorte les institutions de financement à aider également les gouvernements à soutenir les systèmes éducatifs, tout comme la santé, en particulier le perfectionnement professionnel du corps enseignant. Elle note qu'un tel soutien est particulièrement urgent dans certains des pays les plus pauvres du monde, qui ont déjà du mal à répondre aux besoins en matière d'éducation, en raison d'une grave pénurie d'enseignants qualifiés.²⁰

j) Gestion et utilisation des données

La valeur des données pour une prise de décision éclairée reste un aspect crucial dans l'écosystème de l'éducation. Dans la situation actuelle, il est important de disposer de données fiables sur l'éducation pour informer les décisions du gouvernement et l'efficacité des mesures visant à assurer la continuité de l'éducation à partir du domicile, ainsi que les actions de suivi après la pandémie de COVID-19.

Dans le fonctionnement normal des systèmes éducatifs du monde entier, il n'est pas facile de collecter certaines données administratives pour informer la gouvernance des établissements d'enseignement, avec des sous-secteurs ou des domaines tels que le développement de la petite enfance et le développement des compétences techniques et professionnelles. Les questions relatives à la qualité des données, en termes de différentes dimensions telles que l'exactitude, la production et la disponibilité tardives des rapports annuels de recensement scolaire doivent encore être abordées dans de nombreux pays africains. Avec la crise de COVID-19, de nouveaux défis en

¹⁹ L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2007) définit les ressources éducatives ouvertes (REL) comme « des supports numérisés offerts de manière gratuite et ouverte aux éducateurs, aux étudiants et aux autodidactes pour qu'ils les utilisent et les réutilisent à des fins d'enseignement, d'apprentissage et de recherche ».

²⁰ Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030. (27 mars 2020). Riposte à l'épidémie de la COVID-19 : Appel à l'action concernant les enseignants.

matière de données sont apparus, notamment la connaissance du nombre d'apprenants qui ne bénéficieront pas de l'enseignement à distance et de ceux qui sont touchés par des abus sexuels ou autres. Ces données sont importantes pour guider la mise en œuvre des mesures gouvernementales visant à aider les étudiants directement touchés par la fermeture des établissements d'enseignement.

5. Conclusion et recommandations

L'expérience de la pandémie de COVID-19 a montré que le secteur de l'éducation en Afrique n'est pas prêt à adopter une « approche professionnelle inhabituelle » face à des situations qui détournent le secteur du status quo. Les pays africains devraient donc mettre en place des plans d'intervention solides en matière d'éducation en situations de catastrophe et d'urgence, et y consacrer des ressources, de sorte que l'apprentissage se poursuive sans discontinuer. Les mesures en cours sont plus ou moins réactionnaires et n'ont pas encore pris en compte le fait que cette situation pourrait durer plus longtemps. Il est donc impératif de planifier à l'avance en gardant à l'esprit des situations telles que la pandémie de COVID-19. Un système d'alerte précoce pour un suivi stratégique efficace du secteur de l'éducation afin d'anticiper les changements dans l'environnement éducatif et d'éviter les perturbations peut être la solution miracle requise – une sorte de « plan d'éducation Ubuntu ou Utu ».

Il est nécessaire de tirer parti de l'utilisation de la technologie pour soutenir la prestation de services d'éducation, et il est grand temps que les ministères de l'Éducation investissent dans l'apprentissage virtuel, même si cela peut être une entreprise coûteuse, pour se préparer à l'imprévisibilité. Il est essentiel de mettre en place un système parallèle durable et intégré d'apprentissage en ligne, afin de fournir un plan de repli, dans le cadre de l'enseignement et de l'apprentissage réguliers.

Dans la mesure du possible, les pays devraient tirer parti des MOOC et des REL, car de plus en plus d'établissements et d'individus continuent à partager des ressources d'apprentissage numériques sur l'internet, et de manière ouverte et gratuite. Il existe cependant une mise en garde qui est que les contenus doivent faire l'objet de dispositions d'assurance-qualité appropriées.

Conformément à l'harmonisation en cours de l'éducation et de la formation pour promouvoir une plus grande mobilité des compétences et de la main-d'œuvre au sein du continent dans le cadre de l'intégration régionale, les organismes régionaux et sous-régionaux africains devraient prendre l'initiative d'harmoniser les contenus des cours d'éducation et de formation ainsi que de mutualiser les ressources techniques et financières et les compétences dans l'enseignement à domicile.

Les pays devraient également améliorer l'hygiène générale des citoyens – et plus particulièrement celle des apprenants – en assainissant quotidiennement les milieux scolaires. La fourniture d'eau, de savons, de désinfectants pour les mains, de papier toilette et de serviettes hygiéniques devrait être une priorité dans nos établissements d'enseignement.

Les ministères de l'éducation devraient envisager d'intégrer les aspects critiques découlant du COVID-19 relatifs à l'enseignement à distance dans leurs systèmes nationaux d'information sur la gestion de l'éducation (EMIS) afin de saisir les données essentielles qui éclairent les décisions relatives à la réforme du secteur de l'éducation pour faire face aux crises futures et éviter toute forme

de perturbations et de discriminations, et pour maintenir une éducation de qualité, équitable et pertinente.

Enfin, il est également essentiel de renforcer les capacités du personnel de direction et d'enseignement pour tous les aspects des approches à distance et en ligne dans l'éducation et les évaluations. Ce renforcement des capacités permet de faire en sorte que leur niveau de compétence soit suffisamment élevé pour soutenir l'utilisation des technologies éducatives dans la gestion des établissements d'enseignement et la fourniture de contenus.

6. Annexe 1 – Rétroaction fournie par les pays pris individuellement



BURKINA FASO

Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

Actuellement une réflexion a lieu pour revoir les contenus des programmes, les uniformiser et organiser des enseignements via les radios et télévisions.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Néant pour l'instant.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

L'insécurité a entraîné la fermeture nombreuses écoles du pays créant ainsi une rupture des apprentissages au niveau de nombreux élèves dans plusieurs régions du pays. Le Gouvernement a élaboré une stratégie de scolarisation des enfants dans les zones à forts défis sécuritaires. A travers cette stratégie de nombreuses actions sont prévues pour permettre à tous les enfants de pouvoir reprendre leur scolarité. En guise d'exemple, les enfants des classes d'examens de ces régions sont regroupés dans des localités plus sécurisées, ils bénéficient des cours de rattrapage afin de pouvoir prendre part aux examens nationaux. On peut ajouter à cela, les différentes interventions des ONG et associations communautaires qui interviennent dans l'éducation non formelle afin de pouvoir toucher tous les groupes.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Oui. Les différentes parties prenantes citées, sont impliquées dans toutes les initiatives qui sont prises au niveau du ministère de l'Éducation nationale.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

A mon avis, oui.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

N/A.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

L'éducation de base au Burkina Faso est transférée au niveau des collectivités territoriales. Autrement dit, ce sont les mairies qui gèrent l'éducation de base qui va du préscolaire au primaire et postprimaire. Aussi, dans chaque région, il y a deux directeurs régions de l'éducation, un s'occupant de l'éducation de base et l'autre s'occupant du post primaire et secondaire. Le même fonctionnement existe au niveau provincial avec deux directeurs provinciaux. Ce qui signifie que l'administration publique déconcentrée et décentralisée est fortement impliquée dans la gestion de l'éducation et de la formation.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à

Néant. Le phénomène étant nouveau pour nos systèmes éducatifs, tout est à mettre en place. C'est donc dans le fonctionnement que l'on pourra tirer leçon et partager les bonnes pratiques.

Contacts

M. Ibrahima Sanon

Coordinateur du PQIP-ALN

*Ministère de l'Éducation Nationale, de
l'Alphabétisation et de la Promotion des
Langues Nationales*

Burkina Faso

Tel: +226 70 26 37 04

Email: ibsouro@yahoo.fr

Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Comme dans bien des pays, le système éducatif en Côte d'Ivoire a été suspendu sur décision du Président de la République. En effet, suite à un Conseil National de Sécurité qu'il a présidé, le Président de la République a, entre mesures prises pour lutter contre la propagation de la maladie à coronavirus, ordonné la fermeture de tous les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur pour une période de 30 jours à compter du 16 mars 2020 à minuit.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

Pour assurer la continuité des apprentissages, le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle a mis en œuvre une stratégie qui s'appuie sur un principe directeur, à savoir, « l'accès démocratique et continu de l'éducation pour tous pendant la crise du COVID 19 ».

Cette stratégie qui vise à « déplacer l'école à la maison » s'articule autour de deux principaux axes opérationnels :

- La diffusion de capsules de cours filmés en ligne sur des plateformes internet. À cet effet, le Ministère a mis en place sa propre chaîne de télévision.
- La diffusion sur les chaînes nationales de télévision et de radio (RTI) des dites capsules, du lundi au vendredi, suivant les plages horaires suivantes : À la télévision : Sur la première chaîne (RTI 1) : de 15h00 à 15h30 ; Sur la seconde chaîne (RTI 2) : de 9h00 à 11h00. À la radio : sur « Radio Côte d'Ivoire » : de 08h00 à 08h30 ; Sur « Fréquence 2 » de 15h à 16h00.

Ces capsules filmées s'adressent pour le moment aux élèves en classes d'examens (CM2, Troisième et Terminale), mais elles intégreront très prochainement l'ensemble des niveaux et des

matières des programmes des différents cycles (primaire et secondaire).

Il est à noter par ailleurs, qu'au titre de l'élaboration des vecteurs de diffusion des cours, s'ajoutent à la production des capsules filmées, les deux actions suivantes :

- la création de documents muets portant sur les leçons du programme scolaire ;
- la reproduction de manuels en usage dans les classes du primaire.

Des réflexions sont également en cours pour améliorer toutes ces offres, y compris les modalités d'introduction de feedbacks et d'interaction avec les élèves.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Comme indiqué ci-haut, le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation a choisi dans un premier temps, comme vecteurs de diffusion des cours aux élèves confinés à domicile, les plateformes internet, les chaînes nationales de radio-télévision et sa propre chaîne de télévision.

Depuis le 25 mars, il bénéficie en sus, de l'appui d'ENEZA (une entreprise spécialisée dans l'éducation en ligne). Celle-ci a ouvert sa plateforme au contenu des cours diffusés par le Ministère. Les élèves via cette plateforme, pourront jusqu'au 8 avril (soit 2 semaines durant), suivre gratuitement les cours grâce à leurs téléphones portables.

Des formules d'abonnement payant au prix journalier de soixante (60) francs cfa, soit 1200fcfa par mois et 10 000 francs cfa par an (envoyer « edu » par sms au 98051) sont pratiquées en temps ordinaire.

Au-delà de la période de gratuité, des discussions sont en cours pour qu'ENEZA consente des réductions aux familles dans ce contexte de fermeture des classes.

Il convient de souligner également qu'une mobilisation générale des partenaires techniques

et financiers s'est faite autour du Ministère dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie.

Parmi ces partenaires, nous notons entre autres, le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque Mondiale, l'AFD et des entreprises du secteur privé comme ENEZA et la chaîne chinoise de télévision Startimes (en perspective).

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

« Une éducation de qualité pour le développement du potentiel de chaque enfant », telle est la finalité de l'éducation inclusive visée par la Côte d'Ivoire.

Cet objectif requiert la prise de mesures appropriées pour répondre aux besoins spécifiques d'apprentissage de chaque catégorie d'apprenants. Dans cette perspective, plusieurs initiatives tant institutionnelles, réglementaires que programmatiques sont en cours en Côte d'Ivoire pour favoriser l'accès à l'éducation de qualité à tous les enfants.

Au plan normatif, une loi instituant la scolarisation obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans, a été votée en septembre 2015.

Par ailleurs, il a été créé en 2018 au sein du Ministère, une Direction de l'Égalité et de l'Équité du Genre.

En outre, un arrêté portant report de scolarité dans le système éducatif ivoirien a été pris en 2019 par la Ministre, afin de permettre aux filles ayant contracté une grossesse de reprendre l'année après accouchement sans être considérées comme redoublante.

Au plan programmatique, de nombreuses actions sont entreprises dont :

- La distribution de kits scolaires aux enfants au titre de la politique de gratuité de l'école ;
- La mise en place d'une stratégie d'intégration des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif formel, qui englobe les questions de programmes scolaires enseignés, la sensibilisation à l'application des programmes officiels ;

- La mise en œuvre d'un projet d'éducation inclusive au profit des enfants en situation de handicap ;
- La prise en compte dans la réforme de la formation initiale des enseignants de modules sur l'éducation inclusive ;
- Le développement de projets spécifiques dans les zones de sous-scolarisation pour combler les disparités entre les sexes et régions.

Dans le cadre des initiatives en cours pour juguler l'impact de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus, le Ministère, en cohérence avec sa politique d'éducation inclusive, mène en ce moment des réflexions afin de prendre en compte dans les plus brefs délais, la situation des enfants en situation de handicap ainsi que la question de l'accessibilité des localités excentrées et défavorisées au plan de l'accès aux informations radiotélévisées ou par internet.

Au titre des pistes envisagées dans le cadre de ces réflexions pour assurer l'efficacité des mesures d'inclusion, la prise en compte de la satisfaction des acteurs et des bénéficiaires tient une place centrale.

À cet égard, les experts compétents du Ministère entendent :

- Examiner, en ce qui concerne les apprenants malentendants ou sourds, la possibilité de faire appel au service d'interprètes en langue des signes aux côtés des enseignants dont les cours font l'objet d'enregistrement.
- Envisager la production de capsules audio destinées aux parents et groupes vulnérables. Ces capsules pourraient être diffusées par la radio nationale et/ou les radios de proximité, vu que tous les ménages n'ont pas accès à la télévision.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

L'exceptionnelle gravité de la présente crise sanitaire impose un devoir de solidarité entre tous les acteurs et bénéficiaires du système éducatif national (voire international), un appel à toutes les compétences et une mutualisation de tous les efforts.

Aussi, en Côte d'Ivoire, le Ministère a-t-il trouvé idoine d'associer à ses travaux l'ensemble des acteurs du système éducatif national dont : les partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux ; les comités de gestion des établissements scolaires regroupant les parents d'élèves (COGES) ; les syndicats d'enseignants ; les autorités administratives, coutumières et traditionnelles ; les autorités religieuses ; les entreprises du secteur privé ; les ONG nationales et internationales.

Il s'agira de conduire ensemble, la sensibilisation des populations et surtout des élèves sur la continuation de l'école en dépit de la fermeture des établissements.

Celle-ci ne doit pas être comprise comme une mise en vacances des élèves. Les parents doivent donc être exhortés à retenir leurs enfants à la maison pour suivre les cours filmés et diffusés à travers les différents canaux à leur portée.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Il est évident qu'au regard de la population scolaire en Côte d'Ivoire qui se chiffre actuellement en millions, les moyens financiers dont dispose la Côte d'Ivoire pour conduire sa stratégie sont loin d'être suffisants.

Par ailleurs, les difficultés d'accès aux nouvelles technologies d'information pour une large frange de la population du fait de la précarité ou de la non couverture du territoire par les réseaux de télécommunications, le déficit en infrastructures, l'insuffisance en personnels qualifiés et les problèmes de connexion aux réseaux internet sont autant de défis qui rendent difficiles la couverture de l'ensemble des cibles visées dans le cadre du programme.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Face à la propagation de la maladie à coronavirus (COVID 19), le Gouvernement de Côte d'Ivoire a, en plus d'un plan de riposte sanitaire de 95 milliards 880 millions de francs cfa., intégrant plusieurs ministères dont celui de la Santé et de l'Hygiène

Publique, pris de nombreuses mesures dans le cadre d'un important « plan de soutien économique et humanitaire » chiffré à 1700 milliards de francs cfa, soit environ 5% du PIB.

Ce plan qui prend en compte tous les secteurs de la vie économique et sociale, vise, selon son coordonnateur, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, à « atténuer l'impact de la pandémie sur les populations et les acteurs économiques » et à « permettre de préparer une reprise rapide des activités à la fin de la pandémie ».

Ces différents plans qui démontrent de l'engagement de l'Etat de Côte d'Ivoire à combattre le COVID 19, sont, pour ainsi dire, des faisceaux d'exemples d'appuis techniques et financiers développés à l'échelle nationale dans le cadre de cette lutte dans notre pays.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

L'implication personnelle en Côte d'Ivoire du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, sous l'autorité du Président de la République, dans le pilotage des différents plans indiqués ci-haut, entraîne de facto toute l'administration publique et privée nationale dans tous ses compartiments dans leur mise en œuvre.

Dès lors, chaque administration, en ce qui la concerne, est appelée à jouer pleinement sa partition dans le cadre de « cette guerre » contre la maladie à coronavirus.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

De façon générale, la présente crise sanitaire a mis en exergue la capacité de mutualisation des compétences et des moyens de différents acteurs des secteurs public et privé tant nationaux qu'internationaux.

De façon spécifique et opérationnelle, elle a permis d'explorer et d'expérimenter de nouveaux vecteurs d'apprentissage et de nouvelles pistes de diffusion du savoir en Côte d'Ivoire et dans la sous-région ouest-africaine (exemple : la diffusion en ligne de capsules de cours filmés, l'utilisation du téléphone portable, de la télévision et de la radio). Il importe que les pays africains, à la lumière des dites expériences (acquises ou en cours

d'acquisition individuellement), conduisent au sein des organisations régionales et sous-régionales (UEMOA, CEDEAO, CEMAC, SADEC, etc) auxquelles ils appartiennent, des réflexions menant à :

- Une harmonisation des contenus de leurs cours avec ceux des autres pays, et ce, dans la perspective de la mise en œuvre des directives prises au niveau de ces organisations dans le domaine de l'éducation-formation ;
- Une mutualisation de leurs moyens techniques et financiers ainsi que de leurs compétences en matière d'éducation à domicile, aux fins de relever ensemble les nombreux et immenses défis communs auxquels ils font péniblement face individuellement.

Contacts

M. Brahima Sangare

Conseiller Technique N°1 du Ministre, Chargé de la coopération internationale

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

République de Côte d'Ivoire

Tel: +225 02 03 19 39 / +33 7 58 55 19 56

WhatsApp: +225 07 01 69 98

Email: bsangson@yahoo.fr

M. Amara Kamaté

Coordinateur du PQIP-DCTP

Conseiller Technique

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

République de Côte d'Ivoire

Tel: +225 20 21 40 61 / 02 00 43 59

Cel: +225 02 00 43 59

Email: amarakamate25@yahoo.fr



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

Adoption immédiate de l'enseignement en ligne et coordination, dans le même temps, avec le ministère des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) en vue d'accroître la capacité et le débit des forfaits internet.

La disponibilité de tablettes pour les étudiants et de l'infrastructure appropriée pour les universités a facilité le processus d'enseignement en ligne.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Toutes ces applications, telles que Zoom, WhatsApp, Skype, et celles comme Classera, Google classroom, GoToMeeting, etc. sont utilisées.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

Le support est disponible en ligne sur YouTube et d'autres plateformes. L'on a également recours à des chaînes de télévision spécialisées pour la formation continue.

Le ministère comprend que la formation continue demeure un défi et s'attelle à le relever avec le maximum de moyens.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Oui.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Avec tous les efforts en cours, davantage de formations, des infrastructures supplémentaires, des approches alternatives pour l'enseignement et l'évaluation en ligne s'avèrent encore nécessaires.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

La plupart de ces parties prenantes ont été impliquées dans le processus.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Au niveau des universités, bien que l'essentiel des efforts ait été coordonné par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, toutes les universités avaient leur propre autonomie, approches et idées différentes pour atteindre leurs étudiants.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

- L'enseignement en ligne doit faire partie intégrante de l'enseignement classique et être inclus dans la plupart des programmes et diplômes.
- Faire preuve d'innovation.
- Préparer votre infrastructure.
- Renforcement des capacités de l'ensemble du corps enseignant et du personnel sur tous les aspects des approches en ligne de l'enseignement et de l'évaluation.
- Des cours en ligne ouverts et massifs (MOOC) doivent être disponibles.
- Impliquer toutes les parties prenantes
- Le partage d'expériences est très important.
- Transformer une crise en une opportunité.

Contacts

Dr. Khaled Abdel Ghaffar

*Ministre de l'Enseignement supérieur et de la
Recherche scientifique*

Mme Reem Derbala, PHD

*Maître de conférences,
Faculté des sciences de l'éducation
Université de Helwan
Mobile : +201 060544434
Courriel : reemali12@gmail.com*



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui, les apprenants de tous les niveaux, allant de la maternelle à l'université, sont chez eux en raison du COVID-19.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

Le Ghana a mis en place un comité présidentiel de lutte contre le COVID-19 composé des ministères de l'Information, de la Santé, de l'Éducation et de la Communication. Ce comité a été chargé de veiller à ce que l'enseignement à distance et le téléenseignement se poursuivent pendant les écoles sont fermées durant cette période de pandémie de COVID-19.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Les outils et infrastructures utilisés au Ghana intègrent des outils plus traditionnels tels que la télévision, la radio et l'apprentissage en ligne, notamment par le biais de notre programme iCampus et la mise en place d'un système d'apprentissage en ligne en partenariat avec Edmodo et d'autres entités privées.

Les écoles privées utilisent également une variété d'outils, notamment Google pour l'éducation, Zoom pour la vidéoconférence, Skype et WhatsApp.

Les universités procèdent également au déploiement et à l'expansion des systèmes de gestion de l'apprentissage existants, notamment Moodle et d'autres plateformes d'apprentissage.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

La riposte du gouvernement ghanéen au COVID-19 garantit que les apprenants et les groupes vulnérables sont inclus dans les efforts visant à

apporter un contenu éducatif aux apprenants. Les enseignants, les parents et d'autres parties prenantes clés ont participé à cette collaboration.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Oui, le ministère de l'Éducation (MdE) a impliqué toutes les principales parties prenantes, notamment les partenaires au développement, les syndicats d'enseignants, les ONG, le secteur privé, etc. dans la lutte contre la crise du COVID-19.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Oui, le Ghana met en œuvre une riposte coordonnée au COVID-19 avec tous les principaux ministères qui œuvrent ensemble à l'atteinte d'un objectif national.

Les ministères de la Santé, de l'Information, de la Communication, de l'Intérieur, de la Défense, des Finances, du Genre et de la Protection sociale collaborent tous avec le ministère de l'Éducation et les partenaires au développement.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Étant donné que le Ghana adopte une approche de riposte coordonnée, tous les niveaux de l'administration, qu'il s'agisse du niveau national, régional et du district, se sont vus déléguer des responsabilités pour assurer une mise en œuvre sans anicroche de notre riposte.

Des responsabilités spécifiques sont confiées à chaque niveau dans le cadre de la stratégie de mise en œuvre et ces derniers apportent le soutien nécessaire pour s'assurer que notre riposte est robuste et efficace.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Assurez-vous que vous disposez d'un plan de riposte en place pour les catastrophes et les situations d'urgence et que vous engagez des ressources à cette fin. Cette démarche permet de poursuivre l'apprentissage avec peu de perturbations pour les apprenants. Élaborez un système parallèle d'apprentissage en ligne afin de fournir un plan de repli aux écoles et aux apprenants. En outre, tirez parti de l'utilisation de la technologie pour soutenir la prestation des services d'enseignement, en veillant à ce que les niveaux de compétence des enseignants et des administrateurs soient suffisamment élevés pour soutenir l'utilisation de la technologie de l'éducation dans la fourniture du contenu.

Contacts

Dr. Wilhemina Asamoah

Directeur de l'éducation

Ministère de l'Éducation

République du Ghana

Courriel : amasamoa2@yahoo.com

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

Ensure that you have a response plan in place for disasters and emergencies and commit resources to it. This allows for learning to continue with little disruption to the learners. Establish a parallel system for learning online to provide a fall-back plan for schools and learners. Additionally, leverage the use of technology to support in the delivery of education, ensuring that the proficiency levels of teachers and administrators are high enough to support the use of educational technology in the delivery of content.



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui, les écoles et les universités ont été immédiatement fermées après la découverte du premier cas, le 13 mars 2020.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

Par l'intermédiaire de l'Institut kenyan d'élaboration des programmes d'études (KICD), le gouvernement a déployé un programme diffusé à la radio et à la télévision pour les écoles tant secondaires que primaires - notamment les apprenants des premières années. L'apprentissage se déroule entre 7h30 et 20h30 chaque jour, sauf le dimanche. Toutefois, une marge de manœuvre a été laissée aux universités pour organiser la manière dont leurs apprenants vont recevoir les modules de leurs diverses unités.

FAIBLESSE :

- Rétroaction – certes, les chefs d'établissement ont reçu les informations concernant la fermeture des écoles, mais aucun format ne leur a été fourni pour le suivi des apprenants, de sorte qu'il n'existe aucun moyen de savoir si les devoirs sont faits ou pas. Toutefois, en ce qui concerne les apprenants des écoles privées, les réalités sont différentes et les enseignants peuvent obtenir une rétroaction en ligne.
- Monopole sur les postes téléviseurs - il n'y a qu'un seul poste téléviseur dans la plupart des ménages. Ainsi, si le chef de famille ne s'intéresse pas véritablement à l'éducation, il privera les apprenants de la possibilité d'apprendre car les membres du ménage se bousculeront quand viendra le moment de regarder la télévision.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Le gouvernement a actuellement recours à une chaîne d'éducation spéciale dénommée EDU-channel ou Elimu-channel qui a un calendrier bien

conçu, mais plutôt dense pour les apprenants. Le KICD dispose également d'une plateforme en nuage intitulée « Kenya Education Cloud » qui présente un contenu numérique diversifié basé sur une variété de domaines d'apprentissage présentés par le biais de supports pdf, epub, audio et visuels interactifs.

Les équipes de DStv et de Zuku en sont également à leurs dernières étapes de l'intégration technique de la télévision EDU/Elimu dans leur bouquet.

Une application Safaricom en ligne dénommée Viusasa propose également des contenus audio-numériques en collaboration avec le KICD qui permettent aux apprenants d'échanger en ligne en visionnant et en écoutant des contenus thématiques. Aucune inscription n'est requise pour cette application.

Il existe une application qui a également été développée pour les apprenants des lycées, des notes de cours thème par thème, des questions et réponses pour la révision. Ces supports sont partagés par le biais de groupes WhatsApp et de l'internet.

Le système de vidéoconférence sur Zoom est utilisé par les apprenants, et les enseignants qui répondent aux questions sur WhatsApp.

FAIBLESSE :

Ce type d'apprentissage ne profite qu'à ceux qui ont accès aux technologies de l'information et aux téléphones intelligents, il ne répond donc pas aux besoins des personnes vivant dans les implantations informelles et les ménages à faibles revenus où l'électricité n'est pas disponible.

Les apprenants ne seront pas au même niveau en termes de couverture du programme, car certains ne feront pas les travaux, faute de supervision, et d'autres ne pourront pas accéder aux cours et aux notes en ligne.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

Les approches ne sont pas suffisamment inclusives et efficaces. Concernant les apprenants ayant des besoins spéciaux, seule la langue des signes est disponible pour les malentendants. La situation est cependant délicate pour les personnes souffrant d'une déficience visuelle, qui ne peuvent utiliser que la radio.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Le gouvernement collabore avec Telkom Kenya (fournisseur de services de télécommunications), le ministère des Technologies de l'information et de la Communication, l'aviation civile kenyane et Goggle loon en vue de fournir un accès Internet aux Kenyans étant donné qu'ils travaillent depuis leur domicile pendant la pandémie de COVID-19. Afin de favoriser la communication et permettre aux Kenyans de conserver et d'améliorer l'accès à distance à leurs bureaux, l'aviation civile kenyane a permis à des montgolfières du projet loon d'effectuer des vols stationnaires au-dessus de l'espace aérien kenyan.

Ces montgolfières transporteront des stations de base 4G et auront la capacité de fournir une couverture de signal plus étendue. Les apprenants qui disposent d'outils informatiques à domicile peuvent en profiter pour effectuer leur apprentissage et leurs recherches en ligne. Les syndicats ont un mandat différent et ne sont donc pas impliqués dans cette stratégie. Les communautés locales doivent veiller à ce que les apprenants restent à domicile.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Les approches ne couvrent que l'apprentissage initial jusqu'au niveau de l'enseignement secondaire. Les universités, tant privées que publiques, ont élaboré leurs propres stratégies. Toutefois, les apprenants des universités publiques sont défavorisés en raison de leur effectif pléthorique.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Il n'existe aucun soutien financier pour ce type d'initiative, du fait que le gouvernement fonctionne en général, avec un budget réduit maintenant. Toutefois, il existe un soutien technique du ministère des TIC qui offre une couverture Internet et du ministère de la Santé qui assure la sécurité des apprenants contre la pandémie en menant une sensibilisation sociale sur le COVID-19.

Le ministère de l'Intérieur veille également à la sécurité des apprenants. Désormais, un couvre-feu est instauré de 19h00 à 5h00.

D'autres entités telles que les supermarchés, les hôpitaux, les restaurants, les services de taxi offrent tous des informations sur la sécurité et sur la manière dont les clients peuvent bénéficier des services en ligne pour les membres de leur famille, notamment des services ciblant les jeunes.

Les églises ont des « Paquets de soins » pour les nécessiteux - en collaboration avec Safaricom.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Les gouvernements de comté ont plein mandat pour veiller à ce que leurs populations respectent les règlements établis par le ministère de la Santé.

Les gouverneurs de comté, les responsables de l'éducation au niveau des comtés, les chefs, les responsables de la santé au niveau local et les services de police travaillent tous ensemble.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

- Il est vrai qu'il existe une multitude de sujets à couvrir en termes de programmes, mais il convient de fermer les écoles et les grands établissements, étant donné qu'ils constituent un terrain propice à la propagation de l'infection, en particulier les écoles disposant d'internats.
- Il est grand temps que les ministères de l'Éducation investissent dans l'apprentissage virtuel, même si cela peut être une initiative coûteuse, pour se prémunir contre l'imprévisibilité.
- Il importe d'améliorer l'hygiène générale des citoyens, et plus particulièrement celle des apprenants, par exemple en assainissant

quotidiennement les milieux scolaires. Dans nos établissements d'enseignement, l'on devrait accorder la priorité à la fourniture d'eau, de savon, de papier hygiénique et de serviettes hygiéniques.

- Il est donc important de veiller à protéger les autres en se mettant soi-même à l'abri.

Contacts

Mme Dorah Kitala

Coordinatrice du Pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix (PQIP-EP)

Responsable principale de l'éducation

Ministère de l'Éducation

Service d'apprentissage de la petite enfance et de l'éducation de base au niveau étatique

Direction des politiques, partenariats et de l'EACA

Jogoo Hse 'B' Taifa Road, Nairobi

République du Kenya

Tél : +254 722809497

Courriel : dinosenia@gmail.com

Mme Mary Wakhaya Sichangi

Coordinatrice du Pôle de qualité inter-pays sur l'enseignement des mathématiques et des sciences (PQIP-MSE)

Chef du département des Partenariats, liens et formations internationales

Centre pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie en Afrique (CEMASTE)

République du Kenya

Tél : +254 202633591 / 706722697 / 789797648

Courriel : mnswakhaya@gmail.com



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui. Toutes les écoles, toutes les garderies, tous les centres de formation et toutes les universités sont fermées depuis le 19 mars.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

La stratégie nationale vise à garantir que l'apprentissage bénéficie d'un soutien pendant cette période pour tous les apprenants, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. Mesures prises :

Au niveau de l'enseignement primaire : Les contenus sont actuellement en train d'être élaborés par des éducateurs sous la direction de l'Institut mauricien de l'éducation. Ces contenus seront diffusés sur des chaînes de télévision spécialisées dans l'éducation à partir du 6 avril 2020. Ces enseignements couvriront tous les élèves de l'enseignement primaire – du CP1 au CM2.

Au niveau de l'enseignement secondaire : Le ministère de l'Éducation dispose déjà d'une plateforme d'apprentissage en ligne, à savoir le programme de soutien aux élèves de la 6^e à la 4^e. <https://ssp.moemu.org>. Ces programmes seront diffusés sur des chaînes de télévision spécialisées dans l'éducation à partir du 6 avril 2020.

En ce qui concerne le second cycle de l'enseignement secondaire (de la 3^e à la terminale), les éducateurs utiliseront la vidéoconférence en ligne avec leurs élèves et partageront les contenus sur une plateforme dédiée. Le programme d'études est aligné sur le système de Cambridge, et il existe une pléthore de ressources ouvertes disponibles en ligne que les enseignants peuvent utiliser.

Au niveau de l'enseignement tertiaire : Les universités et les centres de formation sont censés organiser des cours virtuels en ligne, afin de favoriser une rétroaction et d'interagir avec les étudiants.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

- Programme de soutien aux apprenants : <https://ssp.moemu.org>.
- Vidéoconférence sur les Zoom et Microsoft Teams.
- Chaînes nationales de radio et de télévision.
- Ressources ouvertes.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

Le ministère de l'Éducation (MdE) étudie la possibilité d'utiliser des programmes radiodiffusés pour les enfants malvoyants.

Le gouvernement travaille sur un plan visant à fournir des forfaits Internet à titre gracieux aux ménages vulnérables (ménages inscrits au registre social), ce qui, selon les attentes du ministère de l'Éducation, permettra aux enfants issus des ménages les plus démunis de poursuivre l'apprentissage.

Des discussions sont en cours en vue d'explorer la possibilité d'appliquer une facturation nulle aux sites web, afin de permettre un accès plus important.

Les enseignants continuent de percevoir leur salaire pendant toute la période de fermeture des écoles.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Le MdE utilise sa base de données des éducateurs et est également en contact avec les syndicats d'enseignants pour identifier le personnel chargé de préparer les ressources pédagogiques pour les programmes télévisés éducatifs. Des radios privées ont offert du temps d'antenne pour des programmes éducatifs.

Un des principaux syndicats d'enseignants du primaire a déjà utilisé cette plateforme et les enseignements sont diffusés.

Des écoles privées hautement performantes ont mis en place leurs propres plateformes d'apprentissage en ligne accessibles à leurs apprenants.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Des programmes pré-primaires sont actuellement en cours d'élaboration et seront inclus dans les programmes télévisés. Ces programmes seront d'une durée beaucoup plus courte et l'accent sera mis sur les supports permettant aux parents de s'adonner à des activités ludiques et d'apprentissage avec leurs enfants.

Certes, les programmes techniques haut de gamme sont couverts, mais il existe une faiblesse dans les programmes professionnels de niveau inférieur auxquels l'on doit désormais s'attaquer.

Il est possible qu'un nombre négligeable d'enfants vulnérables n'aient pas accès à des appareils (postes téléviseurs, radios, ordinateurs portatifs, téléphones cellulaires) ou ne se trouvent pas dans des domiciles adaptés à l'apprentissage virtuel.

Le système éducatif mauricien couvre également deux îles éloignées - Rodrigues et Agalega. Dans la mesure où une chaîne de télévision dédiée ne peut être attribuée à ces deux îles, l'on est actuellement en train d'élaborer un calendrier qui doit cadrer avec la grille des programmes de télévision existante. Pour l'heure, la priorité sera au départ accordée aux classes supérieures du primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Soutien du fournisseur national de services de télécommunication pour la fourniture d'un accès gratuit à internet aux familles vulnérables, ainsi que pour la non facturation d'un certain nombre d'applications éducatives.

Dans le cadre des mesures à prendre concernant la sensibilisation, l'éveil des consciences et la sécurité, le ministère de la Santé fournit des cours sur le COVID-19.

Lien permanent établi avec la cellule de la Primature chargée du soutien logistique conformément à la directive établie sur le COVID-19.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Réunions quotidiennes via l'application Zoom avec les niveaux déconcentrés pour l'alignement et l'harmonisation de toutes les actions.

Un mécanisme de suivi devra être créé pour assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures adoptées. Les niveaux déconcentrés étant plus proches des écoles et des apprenants, ils permettront de fournir une rétroaction sur l'efficacité des mesures.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

Maurice n'était pas préparée à mettre à l'échelle l'apprentissage virtuel et il s'agit d'un début de riposte d'urgence au COVID-19 ; le pays est actuellement sur une courbe raide en matière d'apprentissage.

Si la réponse consiste à garantir la poursuite de l'apprentissage, les conditions ne sont peut-être pas idéales, étant donné que les enseignants n'ont pas été formés pour travailler depuis chez eux, ce qui nécessite une approche pédagogique différente. Toutefois, l'IME assure l'encadrement des enseignants et renforce leurs compétences en matière de production de vidéos de qualité, même si elles ne sont pas professionnelles.

Une équipe a été mise en place au niveau de l'IME en vue de coordonner, d'ordonner et d'assurer la qualité des cours diffusés.

Une pratique qui peut être partagée consiste à optimiser l'utilisation des chaînes de télévision nationales spécialisées, de sorte à ne pas accentuer les inégalités dans la fourniture de l'enseignement numérique.

Contacts

Mme Maya Soonarane

Coordinatrice du Pôle de qualité inter-pays sur le développement de la petite enfance (PQIP-DPE)

Département de planification et budget, recherche et évaluation et relations internationales

Ministère de l'Éducation et des Ressources humaines, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

République de Maurice

Tél : +230 601 5224

Mobile : +230 52 56 45 71

Courriel : msoonarane@govmu.org;

mayadevisoonarane@gmail.com

Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui, dans le cadre des mesures préventives visant à éviter et limiter la propagation du covid-19, l'enseignement présentiel est suspendu à partir du lundi 16 mars et jusqu'à nouvel ordre, sur toute l'étendue du territoire national, dans l'ensemble des crèches, des établissements d'enseignement et de formation professionnelle, des établissements de l'enseignement traditionnel, des programmes d'alphabétisation, des établissements universitaires, des établissements de formation des cadres ne faisant pas partie des universités, des établissements de l'enseignement privé, des établissements créés dans le cadre du partenariat public-privé, des cités universitaires et internats et leurs services annexes, des écoles et des centres de langues relevant des missions étrangères ainsi que des centres de langues et ceux de soutien scolaire privés. La suspension concerne aussi toutes les activités sportives et culturelles.

La fermeture des cités universitaires ne concerne pas les étudiants internationaux. Dans ce sens, des mesures de prévention visant à protéger et à assister ces étudiants ont été prises telles que le traitement et la désinfection de toutes les cités universitaires, l'hébergement d'un étudiant par chambre, interdiction des rassemblements et d'activités collectives et l'approvisionnement suffisant et régulier en produits alimentaires nécessaires non périssables.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

L'enseignement présentiel est suspendu et remplacé par l'enseignement à distance. A cet égard, plusieurs décisions stratégiques ont été prises à savoir :

- la création d'un comité national pour la continuité pédagogique au niveau central et la constitution des groupes de travail au niveau régional dans les trois départements du Ministère (département de l'Education

nationale, département de la Formation professionnelle et le département de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique) ;

- les réunions des instances de gouvernance et de coordination pédagogique sont maintenues et organisées à distance via les espaces numériques disponibles et les vidéoconférences ;
- le report des vacances scolaires, initialement prévues à compter du 29 mars, pour tous les cycles d'enseignement relevant du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, afin d'assurer la continuité pédagogique et éviter les impacts négatifs que pourrait avoir l'interruption des cours sur le rendement scolaire ;
- la collaboration et l'implication de toutes les parties prenantes dans la gestion de cette situation de crise exceptionnelle ;
- la diversification des canaux de communication et d'enseignement à distance à savoir les portails électroniques officiels du Ministère, des universités et des établissements d'enseignement public et privé, la communication électronique, et les chaînes télévisées.
- la recommandation à l'ensemble du personnel de l'éducation, publics comme privés, de privilégier le travail à distance (télétravail) lorsqu'il est possible. Toutefois, les établissements d'enseignement resteront ouverts aux personnels administratifs et pédagogiques, afin de garantir la continuité pédagogique à travers l'enseignement à distance, tout en limitant leurs déplacements au strict nécessaire.
- la réorganisation de l'espace de travail afin d'assurer la sécurité sanitaire du personnel pédagogique et administratif.
- l'investissement et l'implication efficace du personnel pédagogique et administratif dans la mise en œuvre des mesures garantissant la continuité pédagogique en développant des

ressources numériques et audiovisuelles et des kits didactiques pour les besoins d'un enseignement et d'une formation à distance en faveur des apprenants.

- la priorité a été donnée, lors des premiers jours, à la diffusion des cours aux niveaux certificatifs (la 1ère et la 2ème année baccalauréat, la 3ème année du collège, et la 6ème année primaire), et au cycle « Licence » pour les étudiants universitaires, puisqu'il absorbe 87% des inscrits.
- la programmation de l'intégration progressive de séances de soutien scolaire à distance ;
- la planification d'organisation des séances de soutien scolaire et de rattrapage très intenses dès la reprise des cours, afin de combler les lacunes et réduire la différence d'assimilation et d'acquisition entre les élèves ;
- l'exclusion du scénario d'une année blanche (75% du programme annuel a été déjà dispensé avant la crise sanitaire et le reste (25%) est assuré progressivement via l'enseignement à distance mis en place) et évaluation des scénarii possibles de la reprogrammation de ces examens ;
- la mise à la disposition des élèves et leurs parents d'un "service d'écoute électronique" via le numéro vert 0800001122 et l'adresse électronique insat@men.gov.ma afin de les accompagner et de recevoir toutes les interrogations et suggestions relatives à l'avancement du processus d'enseignement à distance.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Un ensemble de dispositifs destinés à tous les apprenants dans tous les niveaux d'éducation et de formation, ayant pour but de fournir un enseignement ou un apprentissage à distance de qualité, a été mis en place par le Ministère de l'Education Nationale de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique :

L'enseignement scolaire, du primaire au secondaire qualifié :

- Le portail **TelmidTICE** (<http://telmidTICE.men.gov.ma>) : il présente des cours selon le cycle d'enseignement, le niveau et la matière. Il est alimenté par des cours numériques disponibles et est régulièrement actualisé selon une programmation horaire prenant en compte la progression pédagogique adoptée dans les cours au sein des établissements scolaires. Il comporte des capsules classées par niveaux (primaire, collégial et secondaire) et par matières (mathématiques, arabe...).
- Les chaînes télévisées : Afin de couvrir tout le territoire national et rejoindre les apprenants ne disposant pas d'ordinateur ou n'ayant pas accès à internet, l'enseignement à distance est assuré à travers des chaînes télévisées et les radios nationales et régionales selon une programmation préétablie. Les chaînes télévisées sont accessibles sur la Télévision Numérique Terrestre (TNT), le satellite Nilesat ou à travers le site de la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT), et l'application SNRT Live : la chaîne télévisée Athaqafia (Arrabia TV4) : la diffusion s'étale sur toute la journée de 8h30min du matin jusqu'à 11h le soir ; la chaîne télévisée Tamazight (TV8) de 8h du matin jusqu'à midi. la chaîne télévisée régionale Laâyoune de 8h à 19h
- Les classes virtuelles à travers le service collaboratif Microsoft Teams : Afin de diversifier les alternatives possibles de l'enseignement à distance et d'améliorer la qualité des services offerts, le service collaboratif Microsoft Teams est déployé. Il s'agit d'un outil participatif intégré au système Massar favorisant un apprentissage interactif. La plateforme est accessible via le lien www.taalim.ma. Les classes virtuelles permettront aux élèves de s'impliquer dans le processus éducatif, et ce, à travers les exposés, les textes numériques ou les technologies audio ou vidéo. Ce service est offert aux élèves des établissements publics comme ceux des établissements privés. Il est possible de générer quatre classes pour chaque enseignant afin qu'il puisse suivre ses élèves durant la journée et respecter exactement son emploi du temps comme s'il était dans son établissement.

- Pour les écoles privées, en plus des dispositifs mis à leur disposition par le Ministère, les établissements ont leurs propres plateformes de communication et ça couvre même les élèves du préscolaire.

La formation professionnelle

En vue d'assurer la continuité des cours, l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) a mis en place la solution des classes virtuelles de manière à permettre aux stagiaires de suivre leur formation à distance sous l'encadrement de leurs formateurs.

Tous les niveaux et types de formation de la formation professionnelle sont concernés. Une plateforme est mise à leur disposition et les cours à distance sont mis en ligne au fur et à mesure de la constitution des groupes de formation. La connexion à la plateforme se fait par ordinateur, tablette ou téléphone et assure à titre gracieux. Les travaux pratiques sont filmés et projetés aux élèves et stagiaires.

L'enseignement supérieur

L'enseignement à distance était déjà une alternative d'enseignement dans toutes les universités marocaines et les établissements de l'enseignement supérieur. Chaque université a déjà un studio d'enregistrement et un ou plusieurs plateformes pédagogiques d'enseignement à distance. L'enseignement à distance couvre actuellement entre 80 et 100% de cours. Néanmoins, la crise actuelle a accéléré le rythme d'institutionnalisation de l'enseignement à distance. A cet égard, une série de mesures ont été prises :

- l'intégration de l'enseignement à distance comme une activité obligatoire au lieu d'une volonté individuelle ;
- la mise à jour des portails et des sites électroniques des établissements universitaires et l'alimentation des plateformes des établissements de l'enseignement supérieur avec les contenus manquants ;
- la mise à la disposition des étudiants de l'ensemble des établissements universitaires, des plateformes numériques interactives, telles que edX, Moodle et Google Classroom, offrant des cours entiers (notamment en comptabilité générale, en entrepreneuriat, en

développement durable, etc.) avec des séquences et des travaux à rendre ;

- la présentation des travaux pratiques sous forme de films même pour les étudiants de médecine et de médecine dentaire ;
- l'implication d'une chaîne télévisée nationale et des radios régionales dans la diffusion des cours de l'enseignement universitaire tout au long de la semaine pour ne pas laisser personne pour compte : La chaîne nationale ARRYADIA (TV3) de 8H du matin jusqu'à minuit. Les radios régionales sont mises à la disposition des universités pour la diffusion des cours.
- L'élaboration d'une procédure de coordination et de gestion efficace de l'opération de préparation des ressources numériques pédagogiques universitaires à diffuser sur la chaîne Arryadia. La procédure identifie la responsabilité de chaque intervenant et fixe les modalités techniques à prendre en considération.
- Des classes virtuelles vont aussi être créées à travers le service Microsoft Teams.
- L'Association Marocaine de l'Enseignement Supérieur Privée (AMESUP) a défini les dispositions visant la continuité des enseignements à distance. En plus des plateformes existantes incluant des cours enregistrés, la solution privilégiée et adoptée est la visioconférence qui permet l'interaction entre le professeur et les étudiants au sein de classes virtuelles.

L'enseignement Traditionnel

Les élèves et les étudiants de l'enseignement traditionnel suivent leurs cours à distance à travers une plateforme intitulée "douroussi.ma", créée par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques. Cette plateforme comprend des leçons illustrées et des résumés écrits de toutes les leçons prévues dans la seconde moitié de la deuxième session de l'année académique en cours 2019/2020 dans toutes les phases et niveaux de l'enseignement traditionnel.

En plus des dispositifs, ci-dessus, mis en place dans tous les niveaux et les sous-systèmes d'enseignement, des efforts individuels sont déployés. Les enseignants diversifient leurs supports pédagogiques et contactent leurs

étudiants et stagiaires à travers les réseaux sociaux: Zoom et moodle, Google Classroom, Whatsapp, FaceTime, Skype.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

Les moyens et les dispositifs utilisés pour l'enseignement à distance ont été diversifiés afin de ne laisser personne pour compte dans ces circonstances :

- la diffusion des cours à distance à travers les chaînes télévisées et les radios nationales et régionales pour atteindre les apprenants ne disposant pas d'ordinateur, n'ayant pas les moyens de s'offrir l'internet, ou n'ayant pas accès à l'internet dans des zones éloignées ;
- la rediffusion des cours durant la fin de semaine (samedi et dimanche) pour les apprenants n'ayant pas pu suivre directement les cours, ou qui désirent en bénéficier une deuxième fois ;
- l'accès Internet gratuit aux portails et plateformes de l'enseignement à distance : les trois sociétés de télécommunications opérant au Maroc ont décidé d'offrir temporairement à titre gracieux l'accès à tous les sites et plateformes de « l'enseignement et la formation à distance », mis en place par le ministère de l'Éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- l'utilisation des classes virtuelles et interaction directe avec l'enseignant via le service collaboratif Microsoft Teams (accès internet est gratuit) ;
- la préservation de l'emploi et la mise à disposition de modules de formation à titre gracieux par certains établissements de l'enseignement supérieur privé ;
- support financier aux ménages en difficulté.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Les acteurs de l'éducation et les parties prenantes sont impliqués dans la réussite de l'enseignement et l'apprentissage à distance incluant :

- la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT) ;
- les trois sociétés de télécommunications opérant au Maroc (Maroc Telecom, Orange et Inwi),
- Les entreprises spécialisées dans l'IT
- Les grands éditeurs de logiciels (exp : Microsoft)
- les syndicats de l'enseignant scolaire et ceux de l'enseignement supérieur ;
- les associations de parents d'élèves ;
- les associations des étudiants ;
- l'alliance de l'enseignement privé au Maroc ;
- l'association marocaine de l'enseignement supérieur privée (AMESUP)
- les conseils régionaux et locaux ;
- les universités, les académies, l'OFPPT, les services déconcentrés et décentralisés,
- tout le personnel de l'éducation.

A l'échelle nationale et pour faire face à la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19), le gouvernement a procédé sur la base des Hautes instructions Royales à la création du Fonds spécial intitulé "Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19). Ce fonds est réservé, essentiellement à la prise en charge des dépenses de mise à niveau du dispositif médical, en matière d'infrastructures adaptées et de moyens supplémentaires à acquérir dans l'urgence, et sera également dédié au soutien de l'économie nationale à travers l'appui aux secteurs les plus touchés par l'impact du Covid-19, la protection de l'emploi et l'atténuation des répercussions sociales de cette pandémie. Dans ce cadre une solidarité sans précédente a été lancée. En plus des contributions des établissements publics, des entreprises privées, des associations et fondations, les personnels administratif et pédagogique du Ministère et leurs associations, à l'instar des plusieurs personnes physiques, ont fait preuve de solidarité et de citoyenneté exceptionnels via leur contribution.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Tous les secteurs de l'éducation, public et privé, et toutes les composantes de l'éducation (l'enseignement scolaire, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, les écoles et établissements de la formation des cadres, l'enseignement traditionnel) se sont impliqués dans la réussite de cette expérience d'apprentissage totalement à distance.

Un effort colossal est déployé de la part des responsables centraux et régionaux et des personnels administratifs et pédagogiques pour préparer les cours de tous les niveaux et toutes les matières du reste de l'année 2019-2020 avec la priorité des niveaux certificatifs. Cependant et malgré ces efforts importants, cette expérience fait face à plusieurs défis :

- Accès inégal des familles aux TIC
- Manque de compétences IT chez certains enseignants et chez certains apprenants et leurs parents;
- l'inclusion des élèves à besoins spécifiques ;
- la prise en considération des élèves issues de familles dont les parents sont analphabètes ou ont un niveau d'éducation ne permettant pas d'assister leurs enfants dans leur apprentissage.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Cette situation de crise a montré un niveau de solidarité exceptionnelle et un esprit de responsabilité et de patriotisme sans précédent de la part des personnels pédagogique et administratif comme de la part des entreprises publiques et privées pour réussir l'enseignement à distance.

- Implication de tout le personnel du système d'éducation et de formation pour la production des contenus de cours de l'enseignement à distance ;
- Initiative des sociétés de télécommunications opérant au Maroc (*Maroc Telecom, Orange et Inwi*) assurant un accès gracieux à tous les sites et plateformes de l'enseignement à distance, mis en place par le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de

l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique ;

- Appui technique pour enregistrer et diffuser les cours par la mobilisation des ressources matérielles et humaines de la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision et l'octroi de quatre caméras pour filmer les cours ;
- Mise à disposition du Ministère d'un ensemble de chaînes télévisées et de radios régionales.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Les administrations publiques décentralisées et déconcentrées sont au cœur du processus d'enseignement à distance via leur participation et leur supervision de la production des contenus et de cours numériques. Les académies régionales de l'éducation et de la formation et les directions provinciales assureront le suivi de la mise en œuvre de ces mesures à travers la mobilisation des inspecteurs au niveau des établissements d'enseignement.

Quant à l'enseignement supérieur, les universités et leurs établissements travaillent en coordination avec l'administration centrale sur la production des cours à diffuser en ligne. Une procédure de coordination et de gestion efficace de l'opération de préparation des ressources numériques pédagogiques universitaires a été élaborée. Elle identifie la responsabilité de chaque intervenant et fixe les modalités techniques à prendre en considération. En plus, le plan de continuité pédagogique sont définis par chaque université dans le cadre de son autonomie.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

- Une veille stratégique efficace afin d'anticiper les changements dans l'environnement éducatif et d'éviter des événements indésirables ;
- Le courage de prendre la bonne décision au temps opportun ;
- La bonne organisation pour faire face à cette pandémie avec l'élaboration de procédures de coordination et de gestion efficace ;
- L'engagement, la mobilisation générale et l'implication responsable et citoyenne de tous

les acteurs du système de l'éducation et de la formation et des autres secteurs du développement social et économique pour la réussite du projet national 'enseignement à distance' ;

- La diversification des alternatives possibles de l'enseignement à distance afin de ne laisser personne pour compte et d'assurer la qualité des services offerts à travers une communication directe et interactive des enseignants avec leurs apprenants,
- Le développement au préalable d'une grande expertise dans le domaine de l'enseignement à distance. L'enseignement à distance au Maroc ne date pas du début de cette crise sanitaire. Plusieurs portails existent depuis longtemps et couvrent tous les niveaux d'éducation du primaire à l'universitaire. A titre d'exemple, TilmidTice existe depuis le démarrage du programme GENIE (Généralisation des technologies d'information et de communication dans l'enseignement au Maroc) qui a permis, il y a une douzaine d'années, de fournir l'équipement informatique à 85% des établissements et à les connecter y compris en milieu rural et à former quelque 150.000 enseignants en la matière.

Contacts

Dr. Redouane Assad

*Chef de la Division des Etudes Statistiques
Direction des Stratégies et des Systèmes
d'Information
Ministère de l'Éducation Nationale, de la
Formation Professionnelle, de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche Scientifique
Secrétariat d'État Chargé de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche Scientifique
Rue Idriss Al Akbar, Hassan, Rabat
Royaume du Maroc
Tel: +212 5 37 21 75 92 / +212 6 73 73 17 55
Email: ra2132@yahoo.com*



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

Par l'intermédiaire du Conseil rwandais de l'éducation (REB), et avec le soutien de l'UNICEF, le ministère de l'Éducation a mis à disposition des ressources ouvertes sous la forme de supports d'apprentissage autonome supplémentaire sur le site web du REB (<https://elearning.reb.rw/>), auquel les enseignants, les parents, les encadreurs et les apprenants peuvent accéder gratuitement, en particulier pour l'apprentissage à domicile.

Les apprenants peuvent également accéder à leurs sujets d'apprentissage grâce à des liens ouverts supplémentaires qui viennent en complément aux ressources d'apprentissage existantes, notamment les livres électroniques, sur le site web du REB.

Dans le cadre de l'apprentissage en ligne, il existe des contenus de cours, des enseignements sous forme de vidéo liés à la plateforme YouTube, une évaluation interactive. Ils comportent sept filières (mathématiques, physique, biologie, chimie, langues, sciences humaines et informatique) dirigées par des enseignants qui interagissent avec les apprenants.

Le portail dispose d'un forum interactif, d'une option de discussion, etc. et d'un guide d'accès pour les utilisateurs.

Le ministère encourage également les apprenants et les enseignants à utiliser les ressources en ligne et les cours diffusés par la radio et la télévision.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Outre le portail, le ministère de l'Éducation (MINEDUC) dispose de 23.000 licences de Microsoft Teams pour tous les apprenants et enseignants et a payé l'accès à Zoom pour tous les

responsables de l'éducation au niveau des districts et des secteurs.

La génération de questions dans la banque de questions du Service des examens, sélections et accréditations (ESAD) du REB et le système d'information de gestion est en phase de démarrage.

Les responsables gouvernementaux nationaux, de district et de secteur travaillent à distance.

Le grand problème qui se pose tient aux appareils.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

L'apprentissage par la télévision/radio et en ligne couvrent des aspects de l'inclusion. L'apprentissage par les chaînes de la télévision et de la radio sont des chantiers en cours, mais certains contenus d'apprentissage en ligne intégreront la langue des signes et le support audio.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Oui, le REB travaille avec des partenaires au développement sur un programme intitulé « Maintenir les portes ouvertes » pour les écoles du Rwanda, dont une partie est le programme TV/Radio.

Les parents et la communauté s'engagent par le biais de directives gouvernementales du ministère, du REB et d'autres ministères, notamment le ministère de la Santé.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Les approches ne sont pas suffisantes, mais il est important qu'à l'heure actuelle, des stratégies à moyen et long terme soient en cours d'élaboration, étant donné que les mesures actuelles sont mises en œuvre sur le court terme.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Les partenaires au développement soutiennent tous les aspects de la réponse du MINEDUC et du REB au COVID-19. Le ministère de la Santé se focalise sur les directives nationales relatives à la gestion du COVID-19 pendant que le ministère des Finances a annoncé divers plans de relance économique et trouve un soutien au travers du FMI et d'autres canaux.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Les mesures sont pilotées au niveau central et mises en œuvre à partir de ce niveau central et bénéficient de soutien et de coordination des niveaux décentralisés.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

Il importe de réagir rapidement face au problème du COVID-19, afin de poursuivre l'enseignement et l'apprentissage.

Les nouvelles mesures de prévention du COVID-19 ont vocation à être pérennes et nous devons donc planifier à l'avance en gardant à l'esprit la menace que représente la pandémie de COVID-19.

Contacts

Dr. Alphonse Sebanwa

Coordinateur du Pôle de qualité inter-pays sur l'enseignement et l'apprentissage (PQIP-EA)

Ministère de l'Éducation

République du Rwanda

Mobile : +250 (0)785137690

Courriel : asebanwa@reb.rw



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

La fermeture des écoles, des universités et des crèches, pendant trois semaines, à partir du lundi 16 faisait partie des mesures prises par le chef de l'Etat. Et cette fermeture est prolongée jusqu'au 4 mai 2020 mars.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

Le ministère de l'Education nationale, avec le soutien de ses partenaires, les parents d'élèves, les organisations de la société civile, les syndicats d'enseignants et des bonnes volontés a lancé l'initiative "Apprendre à la maison" pour permettre aux apprenants de continuer à suivre des cours, en ligne avec des outils numériques ou à travers les médias traditionnels.

Le ministère de la Communication et de la Culture, relativement au volet « MEDIAS », a officiellement octroyé au ministère de l'Education nationale le canal 20 de la TNT pour mettre un programme attractif et adapté aux besoins des élèves, des enseignants et des parents.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Ce dispositif prévu comprend d'abord, dans sa première phase la collecte et la classification de ressources numériques et ensuite, la vulgarisation auprès des enseignants, des apprenants et des parents via la plateforme www.senressources.education.sn, les télévisions mise à disposition du canal 20 au Ministère de l'Education nationale par l'Etat du Sénégal, la radio, etc.

Par ailleurs, un tel dispositif permettrait de mettre en cohérence des actions et les modalités de l'enseignement/soutien à distance selon les normes standards de qualité du MEN. Si la fermeture doit être prolongée, ce dispositif permettra de faciliter les décisions à prendre pour réaménager le calendrier scolaire.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

Pour une réussite de « Apprendre à la maison » et dans l'optique d'installer un dispositif d'enseignement à distance, dans une approche inclusive, plusieurs modèles sont intégrés :

- En cas de disponibilité de l'Internet, il faut renforcer le débit en collaboration avec les opérateurs de télécommunication
- En cas de non disponibilité dans certaines localités, il est possible d'envisager l'élargissement du périmètre de couverture.
- Là où il n'est possible d'avoir l'accès à Internet, envisager la mise à disposition de tablettes et éventuellement de supports papier.
- Tenir compte des ressources média : la télévision (le Gouvernement vient d'octroyer une chaîne 100% éducation Canal 20 TNT), radios communautaires, réseaux sociaux, téléphone, WhatsApp
- Pour les zones périphériques particulièrement enclavées, s'appuyer sur les Inspections d'Académie, les Inspections de l'Education et de la Formation, les enseignants et collectivités territoriales. Il faut aussi impliquer fortement la communauté (association sportive et culturel, Comité de gestion des écoles, étudiants, lycéens, collégiens...).

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Le Ministère a mise en place un comité de veille et d'alerte où la Présidence, les syndicats, les parents d'élèves sont représentés. Il est prévu aussi la mise en place de comité académique au niveau des régions pour intégrer la communauté.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Les limites c'est la couverture Internet et le manque de support comme tablettes pour toucher toutes les couches de la population.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Les Opérateurs de télécommunication, les Syndicats, les Parents d'élèves, les ONG, le secteur privé national ont exprimé leur volonté et ont même contribué financièrement ou en nature pour supporter le secteur de l'éducation à travail son concept « apprendre à la maison ». Déjà au niveau le plus élevé un fond de riposte Fond Covid-19 est mis en place avec un budget de 1000 milliards de FCFA.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Au niveau du comité de veille et d'alerte, les Inspections académiques (IA) sont représentées par le Coordonnateur des IA et les inspections de l'Education et de la formation (IEF) au niveau départemental sont aussi représentées par le Coordonnateur des IEF. Grâce à l'application Microsoft Teams, toutes ses structures se réunissent à distance régulièrement.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

Le concept "Apprendre à la maison" peut être partagé. La plateforme education.sn du Système d'Information de l'éducation nationale (SIMEN) est une bonne pratique à partager; de même que le système de validation des contenus des chaînes de télévision privées comme publiques pour éviter de proposer n'importe quoi aux élèves. Les enseignants aussi s'organisent en mettant en réseau leurs élèves via WhatsApp entre autres.

Contacts

Mme. Khady Diop Mbodji

Secrétaire générale
Ministère de l'Éducation nationale
République du Sénégal
Email: sq@education.sn

Prof. Coumba Toure Kane

Coordinatrice du PQIP-ESRS
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
République du Sénégal
Tel: +221 77 63 72 266
Email: ctourekane@yahoo.co.uk



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

La stratégie repose sur trois piliers :

- Diffusion à la radio et à la télévision - Accords conclus avec des radiodiffuseurs publics et privés pour la diffusion de contenu par des canaux et des créneaux horaires dédiés.
- Accès au contenu en ligne, aux ressources numériques et à la retransmission en direct - Contenu en ligne accessible via diverses plateformes et applications mobiles. Cette activité est menée dans le cadre de partenariats avec divers fournisseurs et partenaires. Des accords ont été conclus avec des fournisseurs de réseaux pour appliquer une tarification nulle aux plateformes qui ont approuvé les contenus éducatifs.
- Communication par le biais de diverses plateformes - La télévision et les plateformes de médias sociaux sont de puissants moyens de communication sur la stratégie et la manière d'accéder aux contenus éducatifs.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

Dans une perspective de collaboration, les outils suivants sont utilisés : Skype, Skype for Business, Zoom, WhatsApp, Google Hangouts, MS Teams, TV et Radio.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

- Le recours à un diffuseur public par le biais de son réseau de radio et de télévision est efficace dans la mesure où il est accessible partout dans

le pays et que toutes les communautés peuvent y accéder ;

- Les applications mobiles à contenus éducatifs peuvent être téléchargées à partir d'un large éventail de téléphones mobiles ;
- La non facturation des contenus éducatifs garantit que les communautés démunies puissent également bénéficier des solutions sans avoir à supporter les coûts de données pour accéder aux contenus éducatifs ;
- Des mesures sont en train d'être mises en place pour disposer de services d'interprétation pour les malentendants ; et
- Des accords ont été conclus avec les fournisseurs de réseaux pour fournir des solutions éducatives, notamment des appareils d'assistance, aux apprenants ayant des besoins éducatifs spéciaux.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Le gouvernement a noué des partenariats de longue date avec toutes les parties prenantes clés qui participent à l'éducation dans ces circonstances.

Le département de l'éducation de base (DBE) a élaboré des affiches et des brochures d'information sur le lavage des mains et l'assainissement, avec le soutien technique d'Unilever - un partenaire existant intervenant dans les programmes d'hygiène en milieu scolaire. Celles-ci ont été transmises aux départements provinciaux de l'éducation (DPE) par l'intermédiaire des responsables et coordinateurs provinciaux de l'ISHP et du NSNP. Elles ont également été affichées sur le site web du DBE. Le matériel est actuellement en cours de traduction dans toutes les langues officielles.

En outre, les ressources suivantes ont été fournies aux DPE et à l'ISASA : Directives de l'UNICEF et de l'OMS aux écoles sur le COVID-19 ; Comment le COVID-19 se propage ; Circulaire sur le changement des calendriers scolaires ; Rapports sur les points d'informations réguliers de l'OMS sur le COVID-19.

Le ministère a élaboré des Directives sur la gestion/l'atténuation du COVID-19 qui ont été transmises aux provinces par le biais d'une circulaire sur les Directives du ministère (DG) pour une mise en œuvre immédiate. Des modes opératoires normalisés (MON) sur le COVID-19 ont été rédigés et sont actuellement en cours de finalisation.

Le Comité des directeurs de l'éducation (HEDCOM) a dirigé une équipe de travail avec le DBE et des représentants provinciaux, afin de finaliser un ensemble de mesures d'assainissement et d'hygiène à mettre à la disposition de chaque école lors de la réouverture (lorsque le confinement sera levé). Ce travail est en cours.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Les approches ont été conçues pour couvrir différents niveaux comme suit :

- Site web - Le contenu de l'aide aux programmes d'études a été regroupé sur une seule page web, qui est devenue la page d'accueil du site web du DBE. Le lien vers la page de soutien a également été mis à disposition sur la page d'accueil et sur d'autres pages du site web du DBE largement consultées - 23 mars. Des contenus additionnels seront téléchargés au fur et à mesure que les spécialistes de l'unité des programmes d'études/des disciplines les réceptionneront - en cours.
- Production et publication d'une vidéo sur les bonnes pratiques d'hygiène avec la Vice-ministre, Dr Reginah Mhaule - 20 mars
- Le projet de plan de communication est en place
- Circulaires adressées à toutes les écoles publiques ordinaires, aux bureaux de district, aux syndicats, aux associations d'organes directeurs des écoles, aux DPE et aux écoles indépendantes sur : a) les directives de confinement, publiées le 12 mars ; b) la fermeture des écoles, publiée le 16 mars.

Publication de communiqués de presse :

- Déclaration faite par la ministre de l'Éducation de base, Mme Angie Motshekga, lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil des ministres de l'Éducation qui s'est tenue à Pretoria (9 mars 2020).
- Déclaration faite par la ministre de l'Éducation de base, Mme Angie Motshekga, lors du point de presse interministériel sur le Covid-19, suite à l'annonce du président Cyril Ramaphosa (16 mars 2020).
- Le ministère de l'Éducation de base confirme que les enseignants et les responsables de l'administration travailleront jusqu'à vendredi (18 mars 2020).
- Point de presse : 16 mars – 10h:00 à Dirco ; 26 mars – 14h:00 à GCIS.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Des organisations du secteur privé ont apporté des contributions pour permettre au secteur de financer diverses initiatives.

Il existe également une collaboration intergouvernementale pour la sensibilisation sur le virus.

Les fournisseurs de réseaux appliquent une tarification nulle à leurs plateformes pour garantir un accès facile aux contenus éducatifs.

Le Trésor envisage toujours des mesures de soutien au secteur.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Les interventions sont entreprises en collaboration avec les DPE qui fournissent des contenus éducatifs et mettent à disposition certaines de leurs plateformes.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

L'utilisation intensive des outils de la quatrième Révolution industrielle (4RI) est essentielle et l'utilisation de mécanismes à distance pour accéder aux contenus éducatifs est requise et nécessite des investissements. Elle est utile en temps de crise.

Le besoin de collaboration est également nécessaire dans la mesure où les gouvernements ne peuvent gérer tout seuls l'expansion de l'offre d'éducation par le biais de plateformes en ligne et autres.

Contacts

Mme Hleki Mabunda

Directrice : Relations internationales et affaires multilatérales

Ministère de l'Éducation de base

République d'Afrique du Sud

Tel : +27 12 357 3365, Numéro vert : 0800 202 933

Courriel : Mabunda.H@dbe.gov.za



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Le système éducatif est suspendu le 12 mars 2020 quelques jours avant les vacances du printemps (qui s'étalaient du 15 au 29 mars 2020). La suspension se poursuit actuellement jusqu'au 4 avril 2020 et risquerait d'être prolongée après cette date.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

- En application des mesures préventives prises par le conseil de sécurité nationale et du conseil des ministres du 09/03/2020 en rapport avec le COVID 19 il a été décidé le Report des colloques, manifestations éducatives et des activités culturelles et sportives programmés à partir du mois de mars,
- Adoption des mesures prises par le ministère de la santé publique pour la lutte contre la contagion par le Covid 19 dans les établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle,
- Poursuite de l'arrêt des cours et fermetures des établissements scolaires, de la formation professionnelle, et de l'enseignement supérieur après les vacances scolaires qui ont commencé le 12 Mars et qui devrait s'achever le 29 mars,
- Démarrage de l'enseignement à distance à partir du 30 Mars 2020 pour appuyer les efforts nationaux de prévention contre la propagation du Coronavirus, dont en particulier le confinement général qui se poursuivra jusqu'au 4 avril prochain et qui risque d'être prolongé : Des plateformes digitales accessibles à travers les réseaux internet fixes et mobiles (trois opérateurs), ont été mises en place pour permettre aux élèves et étudiants, en Tunisie, d'accéder à l'enseignement à distance. Pour permettre à tous les élèves et étudiants d'accéder aux plateformes d'enseignement à distance et dans le cas où cela ne serait pas

possible via les réseaux fixes, ceux-ci peuvent accéder gratuitement aux plateformes de l'enseignement à distance à travers les réseaux de téléphonie mobiles des trois opérateurs de télécommunication (Tunisie Télécom – Ooredoo Tunisie – Orange Tunisie).

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

A la date de ce jour le 31 Mars 2020 qui devrait correspondre au deuxième jour de retour des élèves et étudiants à leurs classes après les vacances qui devraient se terminer le 28 mars 2020 et suite à la décision de confinement général et la décision de recours à l'enseignement à distance tel que indiqué précédemment , les ministère de l'éducation et de l'enseignement, et de la formation professionnelle ont chacun en ce qui le concerne pris les dispositions suivantes :

- **Le Ministère de l'éducation nationale** est en cours de réfléchir aux modalités de mise en ligne des cours et la fourniture de l'encadrement pédagogique. Etant donné que les services de l'éducation est un service qui devrait être fournis à tous les élèves d'une manière équitable et malgré la couverture de la quasi-totalité du territoire tunisien par les réseaux de l'internet et de la téléphonie mobile, certaines familles n'ont pas la possibilité ou les moyens en équipements digital pour accéder à ces services, le ministère est entrain de penser à des solutions d'enseignement à distance qui garantit l'équité à tous les élèves.
- Pour le **ministère de la formation professionnelle** la même problématique se pose, voir encore le caractère pratique des formations qui prime sur le côté théorique rend la formations à distance un peu difficile pour un effectif de jeunes de près de 100 milles jeunes surtout si l'équité devrait être assuré par l'Etat. Notant qu'à ce jour un service de formation à distance pour les employés est fonctionnel depuis quelques années pour assurer leur promotion professionnelle. Mais ce service n'est pas encore été développé pour la

formation initiale de masse qui est assuré d'une manière présentielle dans les centres de formation publique et privée.

- Pour l'**enseignement supérieur**, il a été décidé que l'université virtuelle en Tunisie « UVT » mobilise ses compétences et ses référents en e-learning et met à la disposition des universités tunisiennes ses plateformes d'enseignement à distance. L'UVT lance un plan d'actions pour accompagner les enseignants universitaires et les étudiants tunisiens dans tous les établissements d'enseignement supérieur (EES) à l'adhésion au dispositif d'Enseignement à Distance (EAD).

L'UVT met à la disposition des universités tunisiennes :

- La plateforme ENT : Environnement Numérique d'Enseignement.
- Un staff pédagogique est formé : Des directeurs des départements de l'enseignement virtuel (DDEV) Veillent à ce qu'au niveau chaque établissement : Les espaces de cours liés aux différentes formations sont créés sur l'ENT ; Les enseignants sont affectés aux cours et ils disposent des clefs d'inscription ; Les problèmes d'accès des étudiants sont traités.
- Les DDEV sont appelés à coordonner les actions de formation avec l'UVT : Des correspondants d'enseignement en Ligne (CEL) ; Des référents : qui sont des enseignants qui maîtrisent l'Ingénierie de Formation en Ligne et qui ont validé la compétence 5 ou 6 ou 7 du programme ifel, sont en mesure de : accompagner les enseignants à l'ameublement des cours ; assister les correspondants 2CN à l'inscription des enseignants et des étudiants ; Des formateurs Experts ; Une équipe de formateurs se chargera d'une formation en ligne pour l'accompagnement des enseignants qui débutent avec l'enseignement à distance. Les CEL ont la tâche de fournir la liste des enseignants intéressés pour suivre cette formation. Equipe technique de l'UVT : dont les principales attributions équipe sont : l'accompagnement pour la création des espaces de cours ; la résolution des problèmes d'accès des enseignants ; la résolution des problèmes d'accès des étudiants ; ordonner ces actions avec l'équipe de l'UVT.

Le lien suivant donne accès aux ressources et outils de l'UVT de Tunis et présente les différents détails relatifs à l'enseignement à distance ainsi que les ressources pédagogiques et les cadres pédagogiques de différents niveaux :

<https://www.uvt.rnu.tn/ead>

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

La stratégie de l'éducation 2016-2020 a tracé un objectif stratégique optant pour la garantie de la justice, de l'égalité des chances entre tous les élèves en éliminant les disparités entre les régions et les établissements scolaires.

Des programmes et des mesures pour les populations vulnérables et à besoins spécifiques ont été prises et mises en œuvre.

On note aussi que pour la formation professionnelle, des programmes spécifiques pour assurer l'intégration des jeunes décrocheurs du système éducatif ont été élaborés et sont en cours d'exécution. Des dispositifs de formation pour la jeune fille rurale et les handicapés sont fonctionnels et sont en développement et amélioration continue.

Ces programmes et stratégies reposent sur un socle juridique qui donne le droit à tous les tunisiens à une éducation et une formation professionnelle jusqu'à l'âge de 15 ans.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Le partenariat entre le système éducatif dans le sens large est une pratique en Tunisie, qui a été appuyé en 2012 par la signature d'un contrat social entre le gouvernement, l'organisation patronale et le syndicat des travailleurs.

Par ce contrat les organisations professionnelles et syndicales participent directement dans les travaux des commissions sectorielles d'élaboration des plans quinquennaux de développement de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur.

Des conventions spécifiques pourront être signées entre les branches professionnelles et syndicales

et les établissements de formation et d'enseignement supérieur. Un décret d'autonomisation de la gestion des centres de formation professionnelle concrétise cette orientation et donne lieu à un conseil partenarial tripartite qui gère les centres de formation.

Les organisations de la société civile, les associations des parents d'élèves sont souvent consultés et même intégrés dans les commissions de réflexions et de réforme des dispositifs éducatifs.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Qui que les taux de scolarisation ont atteint des niveaux élevés en Tunisie et que l'effort de rapprocher les services de l'éducation des citoyens en ville et en zones rurales sont considérables et que des mesures aidant à l'inclusivité ont été déployés, il est loin de dire que le système a atteint les niveaux souhaités. Des groupes de populations vulnérables nécessitant encore du soutien pour améliorer leur accès aux services éducatifs, les infrastructures devenant de plus en plus vétustes et nécessitant une modernisation, des enseignants en quête de perfectionnement et une infrastructure de technologie d'information et de communication n'arrivant pas à couvrir tous les citoyens est nécessaire pour fournir de nouvelles formes d'éducation et d'apprentissage surtout dans les situations de crise comme celle de la Covid 19 qui a démonté les limites des moyens matériels, pédagogiques et humaines pour subvenir à une population nombreuse d'élèves et d'étudiants.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

A l'heure actuelle de la pandémie, c'est le dispositif de l'éducation et de la formation qui a commencé à tendre la main au secteur de la santé. La Priorité étant de limiter les effets de la covid 19 sur la santé de la population en limitant les dégâts, les ministères en charge de l'éducation et de la formation ont annoncé la mise à disposition de quelques internats et restaurants à la disposition

des personnels de santé pour les accueillir dans cette période de crise.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

Le niveau de décentralisation de la gouvernance des dispositifs d'enseignement et de formation a vu un renforcement ces dernières années.

Les commissariats de l'enseignement sont en charge du développement et de la gestion des établissements scolaires dans leur régions et les centre de formation professionnelle sont autonomisés et des structures partenariales à caractère pédagogique et administratif sont en place pour planifier les formations selon les besoins du développement de la région de leur implantation.

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

La Tunisie a opté pour l'anticipation dans la lutte contre le covid 19, le facteur social a primé sur l'économique et sur la balance budgétaire de l'Etat. L'Etat à mis en place des mesures sociales d'urgences pour soutenir la population et préserver les emplois et pour aider les PME à pallier à cette crise.

La décision de suspension de l'enseignement a été aussi tôt prise et le confinement de la population a été décrété une étape à l'avance par rapport au protocole adopté par l'OMS et par d'autres pays touchés avant la Tunisie.

Contacts

M. Khaled Raouani

Coordonnateur national programme SIFA en Tunisie

Directeur Général de la Prospective, Planification et Programmation

Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi

République Tunisienne

Tel: +216 95 190 610

Email: khaled.raouani@gmail.com



Si le système éducatif est suspendu en raison du COVID-19

Oui.

Stratégies nationales mises en place pour assurer la continuité des apprentissages à la maison

- Lancement de portails d'apprentissage en ligne par le Conseil des examens de Zambie.
- Direction du portail d'apprentissage en ligne ouvert et à distance.
- La Société de télécommunications de Zambie (Zamtel) apporte son assistance à l'apprentissage en ligne.
- DStv participe à l'apprentissage en ligne.
- Les enseignants et les écoles utilisent WhatsApp pour transmettre des supports aux apprenants.
- Le gouvernement a demandé aux fournisseurs d'accès Internet de réduire le coût des forfaits pour que tout le monde puisse y accéder.

Outils/applications d'enseignement et d'apprentissage disponibles

WhatsApp, Radio, TV, portails d'apprentissage, Zoom.

Comment le gouvernement est en train de résoudre/ou a résolu la question de l'inclusivité éducative dans ses stratégies et solutions nationales

- La Société nationale de radiodiffusion et télévision de Zambie (ZNBC) doit lancer une chaîne spécialement destinée à dispenser des cours du ministère de l'Enseignement général (MdeG) couvrant les suivants niveaux : primaire, secondaire et tertiaire.
- Lancement de portails d'apprentissage en ligne par le Conseil des examens de Zambie en partenariat avec la Société de télécommunications de Zambie (Zamtel). Zamtel autorisera les forfaits gratuits les mardis, jeudis et dimanches ; Zamtel autorisera

les SMS gratuits les mêmes jours ; elle autorisera les appels gratuits de cinq minutes les mêmes jours.

- Direction du portail d'apprentissage en ligne ouvert et à distance.
- DStv participe à l'apprentissage en ligne.
- Les enseignants et les écoles utilisent WhatsApp pour transmettre des supports aux apprenants.
- Le gouvernement a demandé aux fournisseurs d'accès Internet de réduire le coût des forfaits pour que tout le monde puisse y accéder.
- Les députés se sont tous rendus dans leur circonscription pour fournir des informations et toute aide qu'ils peuvent apporter.

Engagement du gouvernement avec d'autres parties prenantes clés

Oui : les syndicats d'enseignants ont adhéré à l'initiative, les ONG se sont impliquées, les Associations de parents d'élèves et d'enseignants (PTA) ont été impliquées.

Si les approches sont suffisantes pour couvrir les différents niveaux et sous-secteurs ou s'il y a des limites

Les différentes parties prenantes se focalisent sur différents niveaux, par exemple les grandes écoles et les universités mettent l'accent sur les étudiants, etc.

Exemples d'appuis techniques et financiers d'autres secteurs du développement social et économique

Pour la première fois, les secteurs tant privé que public collaborent volontairement et fournissent les outils et les services qu'ils peuvent proposer.

Niveau d'implication de l'administration publique décentralisée et déconcentrée

À tous les niveaux, des actions sont entreprises (au niveau du gouvernement central, du gouvernement provincial, du gouvernement de district, des circonscriptions et des quartiers).

Bonnes pratiques ou leçons apprises à partager

On observe une communication renforcée et coordonnée : Points d'information quotidiens faits par le ministère de la Santé, les services d'information et de radiodiffusion, etc. en utilisant tous les moyens disponibles, par exemple le téléphone, les affiches, la radio, les applications.

L'utilisation des enfants pour donner des informations par le biais de la télévision et de la radio s'est avérée efficace.

Le ministère de l'Enseignement général prend l'initiative d'apporter son aide et continue à faire des points d'information sur le calendrier scolaire possible (suite à la pandémie de Covid-19) et sur les moyens possibles de rattraper le temps perdu par les apprenants et les enseignants.

L'initiative propre aux enseignants consiste à préparer des travaux que les parents et les apprenants récupèrent et traitent, puis de le restituent aux enseignants à différents moments. Les enseignants profitent ensuite de l'occasion pour poursuivre l'enseignement, mais selon une méthode individuelle.

Contacts

M. Angel Mutale Kaliminwa

Responsable principale de la planification
Conseil des examens de Zambie Haile Selassie
Avenue Long Acres PO Box 50432 Lusaka
Zambie

Mobile : +260 955 790 309

Courriel : kaliminwaa@yahoo.com

7. Annexe 2 - Solutions EdTech d'enseignement à distance

Vous trouverez ci-dessous une liste d'applications et de plateformes éducatives destinées à aider les parents, les enseignants, les écoles et les systèmes scolaires à faciliter l'apprentissage par les apprenants et à fournir une attention et assurer une interaction sociale pendant les périodes de fermeture des écoles. Certes, ces solutions ne sont pas explicitement approuvées par l'UNESCO, mais elles ont tendance à avoir une large portée, une forte base d'utilisateurs et des données probantes d'impact. La plupart des solutions sont gratuites et plusieurs d'entre elles sont multilingues.

Systèmes de gestion de l'apprentissage

- [Blackboard](#) - Ressources et outils pour assurer la transition et fournir un enseignement et un apprentissage de qualité en ligne.
- [CenturyTech](#) - Parcours d'apprentissage personnel avec micro-cours pour combler les lacunes de connaissances, stimuler les apprenants et favoriser la rétention de la mémoire à long terme.
- [ClassDojo](#) - Met les enseignants en rapport avec les apprenants et les parents pour créer des communautés de salles de classe.
- [Edmodo](#) - Outils et ressources pour gérer les salles de classe et faire participer les élèves à distance.
- [Edraak](#) - Enseignement en ligne de la langue arabe avec des ressources pour les apprenants et les enseignants.
- [EkStep](#) - Plateforme d'apprentissage ouverte avec une collection de ressources d'apprentissage pour soutenir l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul.
- [Google Classroom](#) - Aide les classes à se connecter à distance, à communiquer et à rester organisés.
- [Moodle](#) - Plateforme d'apprentissage ouverte, pilotée par la communauté et soutenue au niveau mondial.
- [Nafham](#) - Plateforme d'apprentissage de la langue arabe en ligne qui propose des cours éducatifs sous forme de vidéo correspondant aux programmes d'enseignement égyptien et syrien.
- [Schoolgie](#) - Outils destinés à soutenir l'enseignement, l'apprentissage, la notation, la collaboration et l'évaluation.

- [Seesaw](#) - Permet la création de portefeuilles et de ressources d'apprentissage numériques collaboratifs et partageables.
- [Skooler](#) - Des outils pour transformer le logiciel Microsoft Office en une plateforme éducative.
- [Study Sapuri](#) - Plateforme d'apprentissage du japonais en ligne pour les apprenants de l'enseignement secondaire.

Systèmes spécialement conçus pour les téléphones cellulaires

- [Cell-Ed](#) - Plateforme d'apprentissage axée sur l'apprenant et basée sur les compétences, avec des options hors ligne.
- [Eneza Education](#) - Révision et supports d'apprentissage pour les téléphones ayant des fonctionnalités de base.
- [Funzi](#) - Service d'apprentissage mobile qui soutient l'enseignement et la formation pour les grands groupes.
- [KaiOS](#) - Logiciel qui fournit des capacités aux téléphones cellulaires bon marché et aide à ouvrir les portails aux possibilités d'apprentissage.
- [Ubongo](#) - Utilise le divertissement, les médias de masse et la connectivité des appareils mobiles pour offrir un apprentissage localisé aux familles africaines à faible coût et à grande échelle.
- [Ustad Mobile](#) – Accès et partage du contenu éducatif hors ligne.

Systèmes ayant une forte fonctionnalité hors ligne

- [Can't wait to Learn](#) - La technologie des jeux pour fournir une éducation de qualité aux enfants, notamment ceux qui se trouvent dans des situations de conflit.
- [Kolibri](#) - Application d'apprentissage pour soutenir l'éducation universelle.
- [Rumie](#) - Outils et contenus éducatifs permettant l'apprentissage tout au long de la vie pour les communautés sous desservies.
- [Ustad Mobile](#) - Accès et partage du contenu éducatif hors ligne.

Plateformes de cours en ligne ouverts et massif (MOOC)

- [Alison](#) - Cours en ligne dispensés par des experts.
- [Coursera](#) - Cours en ligne dispensés par des instructeurs issus d'universités et d'entreprises réputées.
- [EdX](#) - Cours en ligne dispensés par des établissements d'enseignement de premier plan.
- [University of the People](#) - Université en ligne avec accès libre à l'enseignement supérieur.
- [Icourses](#) - Cours de langue chinoise pour les étudiants universitaires
- [Future Learn](#) - Cours en ligne pour aider les apprenants à étudier, à acquérir des compétences professionnelles et à entrer en contact avec des experts.
- [Canvas](#) - Formation tout au long de la vie et développement professionnel pour les éducateurs.

Plateformes de contenu d'apprentissage autodirigé

- [Byju's](#) - Application d'apprentissage avec de vastes répertoires de contenus éducatifs adaptés aux différents niveaux scolaires et d'apprentissage.

- [Discovery Education](#) - Ressources éducatives et leçons gratuites sur les virus et les flambées épidémiques pour différents niveaux scolaires.
- [Geekie](#) - Plateforme basée sur le web en langue portugaise qui fournit un contenu éducatif personnalisé en utilisant une technologie d'apprentissage adaptée.
- [Khan Academy](#) - Cours, leçons et pratique en ligne gratuits.
- [KitKit School](#) - Suite d'apprentissage sur tablette avec un programme d'études complet couvrant la petite enfance jusqu'aux premiers niveaux de l'enseignement primaire.
- [LabXchange](#) - Contenu d'apprentissage numérique créé par l'utilisateur et diffusé sur une plateforme en ligne qui permet d'avoir des expériences éducatives et de mener des recherches.
- [Mindspark](#) - Système d'encadrement adaptatif en ligne qui aide les élèves à pratiquer et à apprendre les mathématiques.
- [Mosoteach](#) - Application en langue chinoise hébergeant des cours en nuage.
- [OneCourse](#) - Application axée sur l'enfant pour dispenser un enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul.
- [Quizlet](#) - Cartes-mémoires et jeux pour soutenir l'apprentissage dans de multiples matières.
- [Siyavula](#) - L'enseignement des mathématiques et des sciences physiques s'aligne sur le programme d'études sud-africain.
- [YouTube](#) - Large répertoire de vidéos éducatives et de chaînes d'apprentissage.

Applications mobile pour la lecture

- [African Storybook](#) - Accès libre aux livres d'images et de contes dans les langues africaines.
- [Global Digital Library](#) - Livres numériques et autres documents de lecture facilement accessibles à partir des téléphones cellulaires ou d'ordinateurs.

- [Lezioni sul sofà](#) - Une collection de livres en langue italienne pour les enfants, complétée par des fonctionnalités de lecture à haute voix ainsi que des vidéos portant sur les livres et l'art.
- [StoryWeaver](#) - Dépôt numérique d'histoires multilingues destinés aux enfants.
- [Worldreader](#) - Livres et histoires numériques accessibles à partir d'appareils mobiles et fonctionnalité d'aide à l'enseignement de la lecture.

Plateformes de collaboration qui facilitent la communication vidéo en direct

- [Dingtalk](#) - Plateforme de communication qui facilite la vidéoconférence, la gestion des tâches et du calendrier, le suivi des présences et la messagerie instantanée.
- [Lark](#) - Suite d'outils de collaboration interconnectés, comprenant la discussion, le calendrier, la création et le stockage en nuage.
- [Hangouts Meet](#) - Appels vidéo intégrés aux autres outils G-Suite de Google.
- [Teams](#) - Fonctionnalités de discussion, de rencontre, d'appel et de collaboration intégrées au logiciel Microsoft Office.
- [Skype](#) - Appels vidéo et audio ayant des fonctionnalités de conversation, de discussion et de collaboration.
- [Zoom](#) - Plateforme en nuage pour les vidéoconférences et audioconférences, la collaboration, la discussion et les webinaires.

Outils permettant de créer des contenus d'apprentissage numériques

- [Thinglink](#) - Outils permettant de créer des images interactives, des vidéos et d'autres ressources multimédia.
- [Buncee](#) - Permet la création et le partage de représentations visuelles de contenus d'apprentissage, notamment des cours, des rapports, des bulletins d'information et des présentations riches en supports.

- [EdPuzzle](#) - Logiciel de création de cours sous forme de vidéo.
- [Kaltura](#) - Outils de gestion et de création de vidéos avec des options d'intégration pour divers systèmes de gestion de l'apprentissage.
- [Nearpod](#) - Logiciel permettant de créer des cours assortis d'activités d'évaluation informatives et interactives.
- [Pear Deck](#) - Facilite la conception d'un contenu pédagogique attrayant avec diverses caractéristiques d'intégration.
- [Squigl](#) - Plateforme de création de contenus qui transforme le discours ou le texte en vidéos animées.
- [Ubbu](#) - Plateforme en ligne pour l'enseignement de l'informatique et de la programmation pour les écoles de la maternelle au cours moyen deuxième année. Si votre école a dû fermer à cause du COVID-19, vous pouvez rejoindre le monde numérique et enseigner la programmation à vos apprenants à distance grâce à la plateforme ubbu. L'accès sera entièrement gratuit jusqu'en juin et cette gratuité sera prolongée si la situation s'aggrave.

Autres outils et initiatives d'éducation mis en place par certains pays africains

Botswana

- Université ouverte du Botswana - Matériel pédagogique fourni par [BOU](#)
- Khan Academy - Matériel de lecture et d'étude disponible par [KA](#)
- [e-Learning for kids](#) - Une éducation numérique gratuite et ludique pour tous les enfants du monde

Côte d'Ivoire

- Diffusion en ligne sur des plateformes internet et sur le site propre au ministère, <http://www.education.gouv.ci/> de modules de cours filmés
- Cours en ligne à l'intention des élèves de l'enseignement primaire - www.ecole-ci.online www.ecoleweb.mysonec.com
- Diffusion également sur les sites www.maformationenligne.ntic, et EducTV (www.eductv.ci) notamment pour les classes d'examen - www.facebook.com/EducationTele
- Cours d'éducation à la télévision - RTI 1 : 15h30 – 16h00 / RTI 2 : 9h00 – 11h00
- Cours d'éducation à la radio - Fréquence 2 : 15h00 – 16h00 / Radio Côte d'Ivoire : 8h00 – 8h30
- [Succès Assuré](#) - La pandémie de COVID-19 entraînant la fermeture des écoles, la Fondation Magic System offre gratuitement à tous les apprenants de la 6^e à la Terminale la possibilité de prendre des cours à domicile via un ordinateur ou un smartphone.
- REVISION.CI - Une [plateforme d'appui scolaire et académique](#) qui propose des cours et des devoirs gratuits (par exemple 4.000 sujets, 1.725 exercices, 154 cours, 1.091 vidéos éducatives, une bibliothèque en ligne, etc.) à la disposition de la communauté éducative ivoirienne, en particulier des élèves et des apprenants, qui sont se retrouvent à la maison suite à la fermeture des écoles et des universités due à la propagation de la pandémie de Co-19.

- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Côte d'Ivoire – « [École fermée, mais cahiers ouverts !](#) » est une initiative basée sur les téléphones cellulaires du ministère ivoirien en partenariat avec Eneza Education pour réviser gratuitement et par téléphone cellulaire tous les cours de l'école primaire.
- Prenez les feuilles - La plus grande [bibliothèque de](#) sujets de [devoirs](#), d'examens et de leurs réponses provenant des meilleurs établissements d'enseignement de Côte d'Ivoire. La bibliothèque a été officiellement lancée le 19 octobre 2019.

Kenya

- Le « Kenya Education Cloud » de l'Institut kenyan pour le développement des programmes scolaires (KICD), <https://kec.ac.ke/>, possède un contenu numérique diversifié basé sur une variété de domaines d'apprentissage présentés par le biais de documents PDF interactifs, d'epubs, de supports audio et visuels.
- École numérique Makini School - [Makini](#) se consacre au développement de l'enseignement et de l'apprentissage par l'utilisation de la technologie numérique.

Maurice

- Une plateforme du Programme de soutien aux étudiants de la 7^e à la 9^e année, sur le site <https://ssp.moemu.org>.

Maroc

- Le portail TelmidTice (<http://telmidTICE.men.gov.ma>) – présente les cours d'éducation de base selon le cycle, le niveau d'enseignement et la discipline.

Rwanda

- Conseil rwandais de l'éducation – Du fait du problème mondial en cours qu'est la pandémie de COVID-19 qui a touché tous les secteurs et a entraîné la fermeture des écoles pour éviter la propagation du coronavirus, le REB a mis en place une [plateforme d'apprentissage en ligne](#) pour aider les apprenants à poursuivre leurs études. Pendant qu'ils sont à la maison, les apprenants continuent d'apprendre et sont soutenus par leurs enseignants et leurs parents grâce à la plateforme d'apprentissage en ligne du REB.

Sénégal

- La plateforme www.senressources.education.sn a collecté et classé des ressources numériques pour les enseignants, les apprenants et les parents.
- **L'Académie du Sénégal** lance la plateforme E-Jang (L'école à domicile) :
 1. Plateforme pour les élèves de *CM2* <https://drive.google.com/drive/folders/1Y0LMCfLw4VSF3doE4zVLRstTTX18rpsY>
 2. Plateforme pour les élèves *Troisième* <https://drive.google.com/drive/folders/1Y0LMCfLw4VSF3doE4zVLRstTTX18rpsY>
 3. Plateforme pour les élèves de *Terminale L*
 4. <https://drive.google.com/drive/folders/1bgGfTLuW5f0HkoY9J7DKgG8dxU1qB4c8>
 5. Plateforme pour les élèves *Terminale S* <https://drive.google.com/drive/folders/1nSdVXkQJCWKJT9nJ0Hw7ZGzuovyGRi-->
 6. Plateforme pour les élèves de *Terminale STEG* https://drive.google.com/drive/folders/1nJB8Z3_vGmlwgjssAiGNTYhR4IsnWjul
 7. Plateforme pour la *BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE* <https://drive.google.com/drive/u/1/folders/1HV8s8enizzEsJFwWhZTB5TrELOaQoqJw>
- Lycée International Jean Mermoz - Portail virtuel sur la [bibliothèque scolaire du LIJM](#)

Afrique du Sud

- Le contenu du soutien aux programmes d'études élaboré est disponible sur la page d'accueil du site web du ministère de l'Éducation de base (DBE), <https://www.education.gov.za/> et le lien vers la page a également été mis à disposition sur la page d'accueil du site et sur d'autres pages à fort trafic.

Tunisie

- Des ressources pédagogiques, des outils et des cadres d'enseignement de différents niveaux sont disponibles en ligne sur le portail de l'Université virtuelle de Tunisie (UVT) <https://www.uvt.rnu.tn/ead>.

Zambie

- Lancement du portail d'apprentissage en ligne, <https://www.exams-council.org.zm/ecz-partners-with-zamtel-to-bring-smart-revision-portal/> en partenariat avec Zamtel, qui permettra aux apprenants de bénéficier de forfaits gratuits pour l'accès au portail par téléphones portables les mardis, les jeudis et les dimanches, ainsi que d'appels gratuits de cinq minutes les mêmes jours.

Cours en ligne pour renforcer les capacités des enseignants dans le cadre de l'EFTP dans les pays à apprentissage flexible

Source: <https://unevoc.unesco.org/home/COVID-19+disruptions>

Ces cours liés aux ressources éducatives libres (OER) sont conçus pour être animés par cohortes, mais tout le monde peut les consulter et en tirer des enseignements en cliquant sur les liens ci-dessous :

- <https://www.colvee.org/course/tvsd/flexible-skills-development>
- <https://www.colvee.org/course/tvsd/facilitating-online-courses>
- <https://www.colvee.org/course/tvsd/blended-learning-classroom>

Autres ressources

MOOC pour les enseignants

- un [MOOC sur l'apprentissage assisté par la technologie](#), démarrant le 5 avril 2020
- un [MOOC sur les pratiques d'apprentissage mixte](#) démarrant le 19 avril 2020
- une [série de webinaires](#) sur divers thèmes liés à l'apprentissage en ligne.

Améliorer la culture numérique des éducateurs

- <https://1minutecpd.wordpress.com/> - 1 minute CPD est un site web d'un groupe de collaboration d'éducateurs britanniques avec de courts articles de blog écrits au cours des trois dernières années sur un éventail de thèmes liés à la culture numérique. Les 366 premiers articles sont conçus pour être lus en une minute seulement (d'où le nom du site).
- [« 23 Things »](#), où chaque « Thing » est un outil ou un groupe d'outils permettant une capacité numérique particulière (pour l'apprentissage autodirigé).

Apprentissage de l'entrepreneuriat

- <https://bit.ly/OEP-HelloFutureEntrepreneur> - *Hello Future Entrepreneur* comporte sept « chapitres » sur des thèmes liés à l'entrepreneuriat, notamment du matériel multimédia et des devoirs sur chaque thème.

L'utilisation du matériel est gratuite, mais les enseignants devront indiquer aux apprenants comment et où faire les devoirs et évaluer leur travail.

Transition vers l'apprentissage en ligne

- [« Boîte à outils d'apprentissage à distance pour une transition rapide de votre cours en ligne »](#).
- [Utiliser les systèmes de gestion de l'apprentissage \(LMS\) pour mettre en œuvre le modèle pédagogique des 5 E](#)

Principes de l'éducation basée sur les compétences

- <https://go.osu.edu/taketime> - Le Centre d'éducation et de formation pour l'emploi (CETE) de l'Université d'État de l'Ohio propose un module en ligne gratuit sur le thème des principes de l'éducation basée sur les compétences. Cette expérience d'apprentissage flexible et à rythme libre proposera des exercices pratiques, des exemples de travail et des évaluations pour aider les éducateurs à saisir les principes de conception de l'éducation basée sur les compétences.

Programme d'acquisition de compétences supplémentaires

- http://skillparkkerala.in/news_and_events/webinars/ - Afin de responsabiliser les apprenants et les professionnels, le programme d'acquisition de compétences supplémentaires (ASAP) organise une série de webinaires sur différents thèmes chaque jour (du lundi au vendredi) à 16h, heure de l'Inde.

CEGEP à distance (EN FRANÇAIS)

- <https://kit.cegepadistance.ca> - Répertoire des ressources pédagogiques et technologiques et des formations pouvant outiller les enseignants et les professionnels de l'éducation dans leurs projets d'enseignement en ligne ou à distance dans l'enseignement supérieur.

Principales initiatives et partenariats noués pour soutenir l'éducation pendant la pandémie de COVID-19

- UNESCO - La [Coalition mondiale pour l'éducation](#) lancée par l'UNESCO vise à faciliter les possibilités d'apprentissage inclusives pour les enfants et les jeunes pendant cette période de perturbation soudaine et sans précédent de l'éducation.
- Partenariat mondial pour l'éducation - [PME fournira un montant de 250 millions de dollars EU](#) pour aider les pays en développement à atténuer les perturbations tant immédiates qu'à long terme causées par la pandémie de COVID-19 à l'éducation. Ces fonds permettront de maintenir l'apprentissage de 355 millions d'enfants, en veillant notamment à ce que les filles et les enfants démunis, qui seront les plus touchés par la fermeture des écoles, puissent poursuivre leurs études.
- Riposte de l'Alliance mondiale du livre à la pandémie de COVID-19 – L'AML a annoncé que l'une de ses initiatives phares, la [Bibliothèque numérique mondiale](#) (GDL), soutient désormais l'impression de livres à un nouveau niveau.
- Learning Never Stops - initiative lancée par [Classera](#) et [Millennium@EDU SUSTAINABLE](#) L'éducation est une solution complète offerte à tous les types et catégories d'entités éducatives. En partenariat avec Microsoft, HP et bien d'autres nombreuses entreprises locales - Classera propose, par le biais de cette initiative, une solution d'apprentissage en ligne intelligente, interactive et virtuelle tant pour les enseignants que pour les apprenants.
- [Bibliothèque numérique mondiale](#) - La Bibliothèque numérique mondiale est une bibliothèque numérique internationale gérée par l'UNESCO et la Bibliothèque du Congrès des États-Unis. La Bibliothèque numérique mondiale offre un accès gratuit aux manuscrits, livres rares, cartes, photographies et autres documents culturels importants du monde entier.
- [Portail GeSCI OER](#) - Un portail qui fournit des plans de cours bien conçus pour les enseignants et les apprenants.
- [Learning Passport Initiative](#) - En collaboration avec Microsoft et l'Université de Cambridge, l'UNICEF est en train de développer une plateforme numérique qui facilitera les possibilités d'apprentissage des enfants et des jeunes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. L'initiative Learning Passport sera testé et connaîtra une phase pilote dans les pays qui accueillent des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.
- [Global Online Learning Alliance](#) - Brains Global a lancé la Global Online Learning Alliance (GOLA) afin de réunir l'industrie et les gouvernements pour apporter des solutions et des réponses suite à la fermeture des écoles dans le monde entier qui touchent à présent plus de 1,5 milliard d'apprenants.
- [Digitally Smart](#) : La campagne Digitally Smart COVID-19 offre aux universités subsahariennes et aux autorités gouvernementales compétentes un accès temporaire gratuit à certaines ressources éducatives clés. L'objectif est de continuer à soutenir les prestataires d'enseignement supérieur en renforçant leur offre d'apprentissage en ligne avec des packages prêts à l'emploi pour leurs étudiants.
- [Apreli@ / Tessa](#) : Leur initiative conjointe dénommée [ACQA](#) (Améliorer Continument la Qualité des Apprentissages) est une collection de ressources éducatives libres (REL) africaines que propose aux écoles plusieurs méthodes et outils pour y améliorer de façon continue la qualité des enseignements-apprentissages.